



## **Chronique réalisée par Luc de l'Arbre**

### **Mardi 16 décembre.**

**Beni: la société civile dénonce l'infiltration des ex-M23 depuis l'Ouganda.** Une délégation des représentants de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est arrivée lundi 15 décembre dans la ville de Beni pour évaluer la situation sécuritaire dans la zone. Après avoir rencontré les autorités locales et les responsables militaires des FARDC et de la Monusco, cette mission a eu des entretiens avec les structures de la société civile. La société civile du territoire de Beni se dit «exaspérée par les massacres des populations» dans cette zone. Tout en demandant la neutralisation des rebelles ougandais des ADF accusés des massacres des civils dans ce territoire, le président de cette société civile, Teddy Kataliko, a dénoncé un mouvement des ex-rebelles M23 réfugiés en Ouganda vers le territoire congolais : « Il y a un mouvement des troupes, des bruits de bottes qui ne cessent de traverser la frontière entre le district de Bundibugio et la chefferie de Watalinga, mais aussi entre le district de Kasese et le secteur de Rwenzori. On parlerait beaucoup plus des ex-M23. Ils voudraient faire un assaut sur la chefferie de Watalinga. » Pour le secrétaire exécutif de la CIRGL, Alphonse Tumba Lwaba, un rapatriement de ces ex-M23 est en cours de préparation. Il a, par ailleurs, annoncé l'envoi à Kampala d'une mission du mécanisme conjoint de vérification. La société civile a également demandé à la CIRGL et à la SADC de mettre tout en œuvre pour rétablir la paix et la sécurité à Beni. (Radio Okapi)

**Maniema : des agents de la Ceni accusés de magouilles à Pangî.** La Société civile du territoire de Pangî (Maniema) accuse des agents de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de magouilles dans la préparation des prochaines élections. D'après cette structure, ces agents rançonnent des enseignants et directeurs d'écoles dans les groupements Nangi et Pangî, promettant de les faire figurer sur la liste des préposés à l'affichage des listes électorales provisoires en échange de 130 000 Francs congolais (142 dollars américains) ou deux chèvres. Le responsable de la Ceni dans la province s'engage à enquêter sur ces accusations.

**Beni: témoignage d'une ex-otage des ADF.** Une fillette âgée de douze ans, ex-otage des rebelles ougandais des ADF, est arrivée dimanche 14 décembre à Kinshasa. Le gouvernement congolais veut la protéger. Elle vivait à Beni dans le Nord-Kivu lorsqu'elle a été kidnappée par ces combattants ougandais en 2011. Elle était alors âgée de 8 ans. Elle a été libérée en août dernier par les FARDC lors de leurs opérations contre les ADF à Eringeti. Sous couvert d'anonymat, elle a raconté à Radio Okapi son kidnapping et sa vie pendant sa captivité. Voici son témoignage : « Nous nous sommes rendus au champs pour chercher la nourriture. Et là les ADF/Nalu nous ont prises de force et nous a emmenées à la forêt de Madina. Arrivées là-bas, ils nous ont exigées de puiser de l'eau pour eux, de couper le bois et à la fin de tout cela, ils nous ont confiées de force à certains hommes comme femmes. Mon mari était le chef des ADF. Son nom, c'est Jamiri Mukuru. Je demande à ce qu'on puisse faire tout pour libérer nos amies qui sont restées là-bas. Elles sont nombreuses. ». (Radio Okapi)

**RDC : le colonel Engangela condamné à perpétuité pour crimes contre l'humanité.** Le colonel Engangela alias « colonel 106 » a été condamné lundi 15 décembre par la cour militaire du Sud-Kivu à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes contre l'humanité commis entre 2005 et 2007 dans l'est de la République démocratique du Congo. Il a également été condamné à 20 ans de servitude pénale pour crimes contre l'humanité pour viols, 15 ans pour crimes contre l'humanité pour autres actes inhumains (torture et séquestration), 15 ans pour esclavage sexuel et 10 ans pour emprisonnement et autres formes de privation grave de liberté physique. L'accusé a été reconnu coupable d'avoir commis lui-même certains crimes et d'avoir encouragé ses hommes à faire de même, pendant qu'il servait sous l'uniforme de l'armée

ou après avoir déserté et fondé une milice Mai-Mai. Le jugement a été rendu à Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, où le colonel Engangela a dirigé sa milice entre 2005 et 2007. Aucune des victimes de l'accusé et de ses hommes n'était présente à la lecture du verdict. Pendant le procès, elles avaient témoigné de manière anonyme, par crainte pour leur sécurité. Me Raymond Balibuno, avocat de l'accusé a annoncé son intention de faire appel de la décision de la cour, qui a en revanche été saluée par l'ONG Avocats sans frontières (ASF). Le colonel Engangela est l'un des plus hauts responsables des violences commises au Sud-Kivu en 2005-2007, écrit ASF dans un communiqué, parlant de près de 1 200 victimes dont plus de 750 se sont portées parties civiles, cette décision de justice est donc un signal fort dans la lutte contre l'impunité. Les victimes étaient enlevées et transportaient les biens pillés, liées par une corde +comme des esclaves+, raconte le communiqué. Au quartier général de la milice [...] les femmes étaient séparées des hommes. Après que le chef de guerre [eut] trié quelques femmes de son choix, il laissait les autres à ses miliciens. D'autres encore étaient vendues, prêtées ou troquées contre des biens de consommation, continue ASF. Le colonel Engangela était en détention préventive depuis 2007. Son nom figurait sur une liste de cinq officiers supérieurs et généraux transmises par l'ONU aux autorités de Kinshasa en leur demandant d'accélérer les procédures judiciaires contre ces hommes accusés de violations graves des droits de l'Homme. L'un des autres officiers figurant sur cette liste, le général de brigade Jérôme Kakwavu, a été condamné à dix ans de prison ferme pour crimes de guerre en novembre. Le chef de la Monusco, Martin Kobler, a salué cette décision de la justice congolaise. (Radio Okapi)

**Rutshuru : des communautés signent un acte d'engagement pour l'unité.** Différentes communautés de Rutshuru ont signé lundi 15 décembre un acte d'engagement à l'unité, pour la stabilisation et le développement durable de ce territoire du Nord-Kivu. C'était à l'issue de trois jours de dialogue intercommunautaire organisé par Congo Peace Center, en partenariat avec le programme national de stabilisation et reconstruction du Congo (Starec). Deux grands projets intégrateurs ont été sélectionnés pour promouvoir les activités économiques dans ce territoire.

**Kasaï-Oriental : le gouvernement met en garde contre la corruption dans l'administration.** Le ministre provincial en charge de l'intérieur et de la sécurité du Kasaï-Oriental a lancé une mise en garde aux agents de l'administration publique contre la corruption. Selon Faustin Kamabala Ilunga, cette pratique a atteint des dimensions très inquiétantes au sein de l'administration publique dans cette province. Au cours d'une interview exclusive accordée à radio Okapi, le ministre a menacé de sanctions administratives puis pénales les fonctionnaires corrompus.

**Equateur : 13 prisonniers s'évadent de la prison de Mbandaka.** Treize prisonniers se sont évadés lundi 15 décembre de la prison de Mbandaka, dans la province de l'Equateur, au cours d'un soulèvement des pensionnaires de ce pénitencier. Ces derniers, qui protestaient contre le manque de nourriture, ont saccagé les bureaux de la prison et brûlé toutes les archives. Les policiers commis à la garde de cette maison d'arrêt ont dû tirer des coups de feu en l'air pour les maîtriser. La police et les militaires de la 13e région militaire sont venus en renfort.

**Un dialogue social pour la paix s'ouvre ce mercredi à Beni.** La société civile du Nord-Kivu annonce l'ouverture mercredi 17 décembre à Beni-Ville d'un dialogue social pour le rétablissement de la paix et la sécurité dans la zone. Ce dialogue est convoqué à un moment où cette zone fait face à une recrudescence de l'insécurité et l'absence des infrastructures de base. Ce forum connaîtra la participation de certaines autorités gouvernementales ainsi que de quelques députés, sénateurs et notables de Beni.

**RDC: Norbert Luyeye dénonce un plan visant à prolonger le mandat de Joseph Kabila.** L'Union des républicains (UR) met en garde contre tout projet politique qui violerait la constitution de la RDC et l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Dans une déclaration faite ce mardi 16 décembre à Kinshasa devant plusieurs militants, le président de ce parti d'opposition, Norbert Luyeye, affirme que sans un calendrier électoral global ni l'identification nationale des Congolais, le décor semble bien planté pour ne pas organiser les élections en 2016 et ainsi prolonger le mandat du président Joseph Kabila.

**RDC: l'Unesco lance un programme de formation de 4500 enseignants.** Quatre mille cinq cents enseignants congolais du primaire et du secondaire seront bientôt formés pour améliorer leur performance. Cette formation s'inscrit dans le cadre d'un projet de l'Unesco financé par le gouvernement chinois à hauteur de 1 million de dollars américains. Ce projet, dénommé CFIT (China Funds in Trust), a été lancé mardi 16 décembre à Kinshasa par la Directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, arrivée la veille en RDC en provenance de la RCA.

**Sud-Kivu: conséquences de l'absence de pluies à Ruzizi.** Il n'a pas plu dans la plaine de la Ruzizi depuis deux mois, ont déploré mardi 16 décembre les cultivateurs de différentes localités de cette contrée du Sud-Kivu. La situation concerne particulièrement Kamanyola, Luvungi et Sange. Selon les chargés de protection de l'environnement dans ces localités, le manque de pluie résulte notamment du déboisement et

des feux de brousse. L'absence de pluies dans la plaine de la Ruzizi a des conséquences multiples sur la vie de la population locale. Un groupe de cultivateurs à Kamanyola parlent de 5 hectares des champs de maïs séchés par le soleil le mois dernier. Selon un agronome, cette superficie endommagée pouvait produire 3 tonnes de maïs, représentant 3 000 dollars américains sur le marché local. Selon des cultivateurs à Luvungi, des graines de maïs, haricots et arachides semées, il y a deux mois, n'ont pas poussé dans beaucoup de champs. D'après lui, la cité d'Uvira, qui dépend de la plaine de la Ruzizi, risque d'être privée de produits vivriers. Selon une source du bureau de protection de l'environnement à Uvira, le manque de pluie est une conséquence du déboisement et du recours aux feux de brousse. (Radio Okapi)

**RDC/Ouganda, le cantonnement ou la fuite.** Bertrand Bisimwa, l'un des leaders de l'ex mouvement rebelle congolais M23 a affirmé mardi que près de 1 600 de ses combattants, sur un effectif total de près de 1 700, jusque-là cantonnés dans un camp militaire en Ouganda, seraient en fuite. Selon cet ancien chef rebelle, ses éléments se seraient dispersés à la suite d'une tentative de rapatriement forcé qui aurait tourné court. Il s'agit, selon lui, d'une violation des accords conclus entre le gouvernement congolais et le M23. De son côté Kampala dément ces allégations. Le porte-parole de l'armée ougandaise, Paddy Ankunda, affirme que la plupart des éléments de l'ancien groupe rebelle sont toujours sous le contrôle du gouvernement ougandais. (BBC)

**Mercredi 17 décembre.**

**Ouganda: des blessés par balles lors d'une tentative de rapatriement d'ex-M23 vers la RDC.** Plusieurs ex-combattants du M23, réfugiés en Ouganda depuis la défaite de cette rébellion congolaise, ont été blessés par balles mardi 16 décembre par l'armée ougandaise. L'ex-rébellion dénonce une tentative de rapatriement forcé vers la RDC. Des camions (de l'armée ougandaise) sont arrivés pour embarquer de force, les quelque 1 300 ex-combattants du M23 ayant fui la RDC lors de la déroute de leur rébellion en novembre 2013 et cantonnés depuis dans un camp à Bihanga (bien Bihanga), à quelque 300 km au sud-ouest de Kampala, a expliqué à l'AFP le président du M23, Bertrand Bisimwa. Ils ont refusé d'embarquer dans les camions (...) des coups de feu sont partis du côté de l'armée ougandaise, a ajouté M. Bisimwa, joint par l'AFP à Kampala, où il réside, depuis Nairobi. Il a précisé avoir confirmation d'un nombre indéterminé de blessés et peut-être des morts. Des renforts militaires ont été déployés à Bihanga pour rétablir la situation et retrouver certains ex-officiers rebelles que l'armée accuse d'être à l'origine du refus d'embarquer, a-t-il ajouté. Selon M. Bisimwa, ce rapatriement est une violation des règles du droit international et des déclarations signées le 12 décembre 2013 à Nairobi entre le gouvernement de RDC et le M23, mettant fin au conflit. Le document de Nairobi, selon lui, prévoyait que la question du rapatriement des anciens rebelles réfugiés hors de RDC soit discutée entre l'ex-rébellion et les autorités de Kinshasa ce qui n'a jamais été fait. Ce processus de rapatriement, que Kinshasa souhaite voir achevé avant le 31 décembre, piétine depuis plusieurs semaines, chaque camp s'accusant du blocage et la communauté internationale s'inquiétant de la lenteur des avancées. Joint par RFI, le porte-parole de l'armée ougandaise, Paddy Ankunda, dément tout rapatriement forcé et affirme que les ex-rebelles ont fui à l'approche des camions. Selon lui, 120 sur les 330 déjà amnistiés par le gouvernement congolais auraient accepté de rentrer et la majorité d'entre eux seraient sur le chemin du retour. Un millier d'autres ont fui, toujours selon le porte-parole de l'armée ougandaise, et Kampala est à leur recherche. Pour sa part, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, accuse l'ex-rébellion de vouloir faire échouer le processus de rapatriement. « La petite fraction du M23 qui est accusée de crimes de guerre a tout fait pour faire échouer le processus de rapatriement », a-t-il expliqué ajoutant que la délégation de Kinshasa, présente sur les lieux, était désarmée et n'avait donc rien à voir avec d'éventuels coups de feu. (Radio Okapi)

**Ouganda: un premier groupe de 120 ex-M23 ont été rapatriés, selon François Muamba.** Le coordonateur du mécanisme national de suivi de l'accord d'Addis-Abeba, François Muamba, a déclaré à Radio Okapi mercredi 17 décembre qu'une première vague de 120 ex-rebelles du M23 ont pris l'avion la veille en Ouganda pour rentrer en RDC. Il a salué le début d'un processus auquel les autorités ougandaises ont également contribué à favoriser. Arrivé en Ouganda mardi, François Muamba indique avoir eu des discussions avec les autorités ougandaises au sujet du rapatriement des ex-M23. Discussions qui ont abouti à la signature d'un protocole d'accord. « Nous avons signé un protocole d'accord qui permet de rapatrier en RDC les ex-M23 ainsi que tout le matériel roulant et en armes, munitions que les fuyards, dans leur défaite, avaient pu emporter ici en Ouganda », a-t-il souligné. (Radio Okapi)

**Kinshasa : le numéro vert de la police déjà opérationnel.** Le numéro vert de la police, le 112, est déjà fonctionnel depuis plus de deux mois dans la commune de Kinshasa, choisie pour expérimenter ce projet qui devrait être étendu dans le reste de la ville. Radio Okapi l'a constaté mardi 16 décembre lors d'une visite au Commissariat de référence de Kinshasa (Corekin).

**Province Orientale : les habitants de Basoko boudent les listes électorales.** Les habitants du territoire de Basoko en Province Orientale boudent de consulter leurs noms sur les listes électorales affichées dans les

sites de vote. Dans un entretien avec la presse, mardi 16 décembre, le chef d'antenne de l'ONG de défense des droits humains « Groupe Lotus », José Botulu, a indiqué que la population se dit découragée de participer au processus électoral. Selon les témoignages de certains habitants, les élections passées n'ont pas résolu le problème de la pauvreté mais les élus ne font que s'enrichir, a-t-il expliqué. La faible sensibilisation de la population est aussi à la base de cette situation, d'après José Bosulu, qui a indiqué que les électeurs ignorent l'importance de l'opération d'affichage des listes. Pour le chargé de la logistique de l'antenne Commission électorale nationale indépendante (Ceni), à Basoko, les partis politiques ne font pas leur travail de mobilisation de leurs militants.

De son côté, la société civile de la Tshopo a souligné que certains partis politiques ne fonctionnent plus depuis la fin de la campagne électorale de 2011. Pour remédier à cette situation, la Ceni a lancé une campagne de sensibilisation à Basoko et à Isangi. Elle a commencé dans les Eglises, invitant les fidèles à aller consulter les listes électorales. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu : 9 morts dans des affrontements entre deux factions de la milice Raïa Mutomboki.** Neuf personnes sont mortes dans des affrontements qui opposent depuis samedi 13 décembre dernier la faction de Raïa Mutomboki de Ntoto et à celle de Nsindo dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Selon des sources de la société civile qui ont livré ce bilan mercredi 17 décembre, plusieurs autres personnes sont blessées dans les deux camps.

**Bunia : les policiers accusés de monnayer les visites dans les prisons.** La société civile de l'Ituri dénonce le monnayage des visites dans les cachots et à la prison centrale de Bunia en Province Orientale. Les visiteurs sont obligés de payer aux policiers commis à la garde entre cinq et dix dollars américains pour apporter la nourriture aux détenus, a décrié mardi 16 décembre, Me Jean Bosco Lalo, le président de la société civile locale.

**Nord-Kivu: la société civile plaide pour la pacification de Beni.** Les travaux du dialogue social pour la paix et la sécurité à Beni constituent un dernier espoir pour capitaliser les efforts en faveur de la paix dans cette zone. Le président de la société civile du Nord-Kivu l'a affirmé à l'ouverture ce mercredi 17 décembre à Beni-Ville de ce forum. Une centaine des personnes dont des députés, sénateurs, notables et autres acteurs politiques y prennent part.

**RDC: l'Onu annonce un plan humanitaire de 692 millions USD pour 2015.** L'activisme des groupes armés est l'un de grands défis auxquels les humanitaires ont dû faire face en 2014 en RDC, a indiqué Moustapha Soumaré, coordonnateur des affaires humanitaires mercredi 17 décembre au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. Il a aussi affirmé que pendant cette année, le plan d'action humanitaire a été financé à 67%. L'année 2015 nécessite environ 692 millions USD.

**Kinshasa: la circulation se complique à l'approche des fêtes de fin d'année.** Les bouchons sur les différentes artères et l'afflux de la population kinoise dans les différents arrêts, c'est l'image qu'offre le centre-ville de Kinshasa à quelques jours des festivités de fin d'année. Souvent, à moins d'une semaine de la fête de Noël, beaucoup de Kinois envahissent le centre-ville pour se procurer différents articles. Cette situation densifie le trafic routier, donnant ainsi du fil à retordre aux policiers de roulage, a constaté un reporter de Radio Okapi mercredi 17 décembre.

**Katanga: un magistrat tabassé par des militaires à Mitwaba.** Un magistrat du parquet secondaire de Mitwaba a été passé à tabac mardi 16 décembre par des militaires en poste devant cette juridiction, a indiqué l'administrateur de ce territoire du Katanga. Selon plusieurs sources locales, ces militaires en voulaient à ce magistrat qui a dénoncé le comportement certains de leurs collègues accusés d'avoir pillé les biens des passagers du véhicule qui a connu un accident le samedi dernier. Le commandant des FARDC à Mitwaba avait rejeté ces allégations, attribuant ce pillage à des policiers sur qui d'importantes sommes d'argent étaient retrouvées.

**Jeudi 18 décembre.**

**Naufage sur le lac Tanganyika : la difficile localisation du lieu du drame.** Une mission conjointe des représentants de la Monusco et des autorités du district du Tanganyika est arrivée mardi 16 décembre à Tembwe pour faire le suivi du naufrage du bateau M/V Mutambala. Selon le ministre provincial du Transport du Katanga, cet accident survenu au large de Tembwe a fait 129 morts et 232 rescapés. La recherche des disparus est compliquée notamment à cause de la difficile localisation du lieu de l'accident.

**RDC : la déclaration des biens des ministres est systématique, selon Mende.** Les ministres et mandataires de l'Etat entrant et sortant déclarent régulièrement leurs biens à la Cour suprême de justice (CSJ). Le Greffier de cette instance judiciaire l'a affirmé mercredi 17 décembre à Radio Okapi. Selon la Constitution, avant leur entrée en fonction et à l'expiration de celle-ci, les membres du gouvernement sont

tenus de déposer devant la Cour constitutionnelle la déclaration écrite de leur patrimoine. Faute de cette déclaration, endéans 30 jours, la personne concernée est réputée démissionnaire.

**Kasaï-Oriental: les prisonniers de Luputa manquent de nourritures.** Les détenus de la prison de Luputa, cité située à 45 km à l'Est de Mwene Ditu au Kasaï-Oriental, manquent de nourriture et n'ont pas accès aux soins médicaux. Le coordonnateur urbain de la Nouvelle société civile du Congo de ce territoire, l'a affirmé mercredi 17 décembre à Radio Okapi.

**Des hommes armés kidnappent une dizaine de personnes à Dungu.** Des hommes armés dont l'identité n'est pas encore révélée ont enlevé mercredi 17 décembre une dizaine de personnes dans les campements Ogambi et Ngbele installés par des paysans en brousse à 7 km de la localité Djibir (Province Orientale). Des sources locales qui ont livré cette information ont indiqué que ces assaillants ont aussi emporté du riz appartenant aux paysans.

**Beni : « Nous devons mieux protéger les populations », affirme le général Baillaud.** « Nous devons effectivement mieux protéger les populations. Et je suis tout à fait d'accord pour dire qu'il faut encore faire des progrès en termes de coordination et de rapidité de nos réponses », a déclaré mercredi 17 décembre le général Jean Baillaud, commandant adjoint de la force de la Monusco. Il commentait les opérations militaires menées actuellement par la mission onusienne et l'armée congolaise à Beni au Nord-Kivu contre les rebelles ougandais de l'ADF.

**Katanga: 249 personnes sont mortes de choléra depuis janvier, selon Ocha.** Deux cent quarante-neuf personnes sont décédées de choléra entre le 1er janvier et le 7 décembre 2014, sur les 8 700 cas enregistrés dans la province du Katanga. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a livré ces chiffres dans son bulletin, paru mercredi 17 décembre, à Lubumbashi. Entre le 1er janvier et la 10 décembre 2013, Ocha avait enregistré dans la même province 12 600 cas de cholera dont 302 décès.

**RDC: François Muamba accuse l'ex-M23 de bloquer l'exécution des déclarations de Nairobi.** Le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, François Muamba accuse le point focal de l'ex-mouvement rebelle M23, René Abandi, de bloquer la mise en oeuvre des déclarations de Nairobi, notamment en faisant obstacle au processus de rapatriement des ex-rebelles réfugiés en Ouganda et au Rwanda. François Muamba l'a déclaré lors d'une conférence de presse jeudi 18 décembre à Kinshasa, de retour d'Entebe en Ouganda où il a assisté au rapatriement mardi de la première vague de 120 ex-M23.

**8,5 millions USD octroyés à la RDC pour développer son secteur agricole.** La Corée du Sud va allouer une aide financière de 8,5 millions de dollars américains à la République démocratique du Congo (RDC) en 2015, a annoncé mercredi 17 décembre le chargé d'affaires de l'ambassade sud-coréenne, au cours d'un dîner de presse organisé à Kinshasa. Ce fonds qui a déjà été décaissé par l'Agence coréenne au développement devra servir au développement du secteur agricole congolais. Selon la même source, le volume d'échanges économiques entre les deux pays s'évalue présentement à 260 millions de dollars américains. La Corée du Sud importe pour 220 millions USD de cuivre produit en RDC. Les investisseurs coréens sont intéressés par plusieurs opportunités et apprécient les potentialités économiques de la RDC. Ils explorent au Katanga la mine de Musoshi pour l'exploitation minière, a fait savoir le chargé d'affaires de l'ambassade sud-coréenne. (Radio Okapi)

**Vendredi 19 décembre.**

**Beni: les participants au dialogue social déterminés à identifier les auteurs des massacres.** Les participants aux travaux du dialogue social pour la paix et la sécurité qui se tient à Beni-Ville au Nord-Kivu sont déterminés à identifier les auteurs des massacres de plus de 270 personnes perpétrés dans le territoire de Beni. Ces assises qui ont débuté mercredi se clôturent vendredi 19 décembre.

**Kasaï-Oriental : plus de 80 enfants de moins de 2 ans souffrent de malnutrition à Kabinda.** Plus de quatre-vingts enfants de six à vingt-quatre mois souffrent de malnutrition dans les localités du territoire de Kabinda, à environ 153 kilomètres à l'Est de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Selon le médecin chef de zone de santé intérimaire de ce territoire, le Dr Oscar Katempa, qui a livré cette information jeudi 18 décembre, la sous-production des aliments de qualité et la pauvreté sont les premières causes de cette pathologie.

**RDC : l'Onu appelée à promouvoir une stratégie globale de lutte contre les groupes armés.** L'ONG International Crisis Group (ICG) appelle la Monusco, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu dans les Grands lacs ainsi que le Conseil de sécurité de l'Onu à promouvoir une stratégie globale de lutte contre les groupes armés dans l'Est de la RDC. Cette structure a lancé cet appel dans son communiqué officiel, publié mercredi 17 décembre, à Kinshasa.

**Ituri: des présumés ADF ont tué 6 personnes à Walesse Vonkutu.** Des rebelles ougandais des ADF sont accusés d'avoir tué, dans la nuit du 18 au 19 décembre, six personnes à l'arme blanche à l'issue d'une incursion dans la collectivité de Welesse Vonkutu, en territoire d'Irumu (Province Orientale). Selon les rescapés, ces assaillants armés s'exprimaient en swahili.

**Rutshuru: des ONG humanitaires menacent de se retirer faute d'insécurité.** Des ONG humanitaires menacent de suspendre leurs activités dans le territoire Rutshuru à la suite d'insécurité dont elles sont victimes dans cette partie du Nord-Kivu. Ces organisations ont exprimé leur indignation dans un communiqué, publié il y a quelques jours à Rutshuru-centre (Nord-Kivu).

**Kinshasa: l'Union panafricaine élabore un plan d'action de défense des intérêts des jeunes.** La première réunion du comité exécutif de l'Union panafricaine de la jeunesse a ouvert ses portes, jeudi 18 décembre, à Kinshasa. Les participants à ce forum de deux jours élaborent un plan d'action de défense des intérêts de la jeunesse africaine conformément à la charte africaine de la jeunesse et au Plan de la décennie de la jeunesse africaine 2009-2018.

**Mbuji-Mayi : un incendie déclaré au grand marché Bakwa Dianga.** Un incendie s'est déclaré dans la nuit de jeudi à vendredi 19 décembre au grand marché Bakwa Dianga dans la commune de Dibindi dans la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Cette situation a perturbé les activités dans ce lieu de négoce. Certaines sources indiquent qu'un circuit électrique, dû à un mauvais raccordement serait à la base de cet incendie.

**Beni : la clôture des travaux du dialogue social reportée à samedi.** Prévus pour ce vendredi 19 décembre, la clôture des travaux du dialogue social pour la paix et la sécurité dans le territoire de Beni est reportée à samedi 20 décembre. Selon la société civile du Nord Kivu, organisatrice de ces assises, « le changement d'agenda de travail » est à la base de ce report.

**RDC: Mende dément l'ingratitude de Kabila envers la communauté internationale.** Le gouvernement de cohésion nationale se met à pied d'œuvre pour réaliser les six objectifs lui assignés par le chef de l'Etat, a affirmé son porte-parole, Lambert Mende, vendredi 19 décembre à Kinshasa lors de sa première conférence de presse depuis sa reconduction à ce poste. Il a balayé les accusations d'ingratitude envers la communauté internationale portées contre le président Joseph Kabila. «La partie de l'opinion qui reprocherait au président de la République cette soit disant ingratitude est totalement minime, si pas infinitésimale», a soutenu Lambert Mende. Il réagissait ainsi aux propos du leader de l'Union pour la nation congolais, Vital Kamerhe, qui aurait, selon lui, porté de telles accusations. Lors de cette conférence de presse, Lambert Mende a exceptionnellement balancé un extrait d'une vieille interview du président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi: «Nous avons pu revisiter avec les journalistes les déclarations de l'un des plus grands responsables de l'opposition dans notre pays, Monsieur Etienne Tshisekedi, qui, en 2011, rappelait à ses compatriotes, que nous sommes, qu'il faut absolument autonomiser, qu'il faut lutter pour l'autodétermination du peuple congolais et ne pas accepter que l'étranger puisse faire la loi, décider de ce qui doit se faire en République démocratique du Congo.» Par la suite, le porte-parole du Gouvernement a conclu: «Je sais que Monsieur Kamerhe n'est pas de cet avis. Donc, il est totalement isolé ; même au sein de l'opposition.» (Radio okapi)

**Kasaï-Occidental: controverse autour d'une motion contre le gouverneur Kande.** La tension a été vive, vendredi 19 décembre, à Kananga, chef-lieu du Kasaï-Occidental. A la base, les rumeurs sur une éventuelle motion de défiance contre le gouverneur de la province, Alex Kande Mupompa. A ce moment, un seul sujet était inscrit à la plénière de l'Assemblée provinciale du Kasaï-Occidental : le budget provincial 2015.

**Samedi 20 décembre.**

**La CPI satisfaite de son action en RDC.** La Cour pénale internationale (CPI) est satisfaite de son action judiciaire en RDC en 2014, en dépit des critiques formulées sur son éventuelle partialité. Le chargé de la sensibilisation et de l'information de la CPI en RDC, Paul Madidi, a dressé ce bilan, vendredi 19 décembre, au cours d'un échange avec la presse à Kinshasa. La RDC compte cinq ressortissants détenus ou jugés à la Haye pour des crimes commis soit sur le sol congolais soit à l'étranger. Il s'agit de Thomas Lubanga, Matthieu Ngudjolo, Germain Katanga, Bosco Ntaganda et Jean-Pierre Bemba Gombo. La cour, affirme Paul Madidi, peut noter à son actif la confirmation du verdict à l'encontre de Thomas Lubanga, condamné à 14 ans de prison. Thomas Lubanga avait été reconnu coupable de crimes de guerre en 2012 pour avoir conscrit ces enfants au sein de l'aile armée de l'Union des patriotes congolais (UPC). Ces enfants avaient ensuite été utilisés comme soldats ou gardes du corps en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, en 2002 et 2003. Paul Madidi a indiqué que toutes les charges ont été confirmées dans l'affaire Bosco Ntaganda tandis que celle de Germain Katanga est close aussi longtemps qu'il n'y a

pas de procédures d'appels. Dans l'affaire Ngudjolo, il y a des procédures d'appels même si il avait déjà été acquitté alors que le procès contre Bemba est terminé et l'on n'attend que le verdict. (Radio Okapi)

**RDC: plaidoyer pour l'amélioration du système de santé et la sécurité des patients.** L'Association de défense des droits de patients (ADP) plaide pour l'amélioration du système de santé et la mise en place d'un cadre légal qui sécurise les patients en RDC. Cette structure a pris cet engagement, vendredi 19 décembre, au cours de sa sortie officielle à Kinshasa. L'ADP se fixe également comme objectif de lutter contre les inégalités constatées dans l'accès aux soins de santé de qualité.

**Nord-Kivu: les FARDC ont capturé 8 présumés rebelles ADF à Beni.** Un présumé rebelle ougandais des ADF a été tué et huit autres capturés, dans la nuit du vendredi 19 décembre, à l'issue d'un échange des tirs avec les Forces armées de la RDC (FARDC), à Beni, ville située plus de 300 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon le porte-parole militaire de l'opération Sokola, colonel Célestin Ngeleka, un autre assaillant a été blessé après que ces rebelles ougandais ont attaqué la prison centrale de Kangwayi et l'auditorat pour libérer certains ougandais détenus par les FARDC.

**Katanga: plus de 100 enfants malnutris recensés à Lubumbashi.** L'hôpital général de référence de Kisanga, à Lubumbashi (Katanga), a enregistré, depuis novembre dernier, environ 108 enfants malnutris. Parmi ces enfants, deux seulement sont internés à l'hôpital. Le médecin directeur de cette formation médicale, docteur Kyky Puta, attribue cette situation à la rupture de stock des aliments de prise en charge de ces enfants. Il s'agit du lait thérapeutique et de planpinut, une pâte d'arachide enrichie. Pour y faire, l'hôpital recourt à l'éducation nutritionnelle.

**RDC : « Joseph Kabila n'a pas refusé la coopération avec d'autres pays ».** Les propos de Joseph Kabila-lors de son discours sur la nation-refusant des injonctions des partenaires dans les affaires internes de la RDC ne sont qu'un rappel du respect de la Convention de Vienne. Stanley Mbayo Pelesa, le président du Mouvement des indépendants réformateurs (MIR), un parti de la Majorité présidentielle, l'a affirmé samedi 20 décembre au cours d'un point de presse consacré à l'analyse du discours du chef de l'Etat.

**Kalemie : 20 cas de cholera enregistrés à Tembwe, 1 mort.** Vingt cas de cholera, dont un mort, ont été enregistrés dans la localité de Tembwe, à 90 kilomètres au Sud-est de Kalemie (Katanga). L'infirmier titulaire de cette zone de santé, Norbert Tambwe, qui a livré cette information samedi 20 décembre, a indiqué que ces victimes ont été recensées en l'espace de deux mois.

**Walikale : les prisonniers vivent dans des conditions difficiles.** Près d'une centaine de détenus de la prison centrale de Walikale (Nord-Kivu) vivent dans des conditions difficiles, a affirmé samedi 20 décembre le directeur de cette maison carcérale, Joseph Burongo Chasinge. Il a indiqué qu'il manque de quoi nourrir ses pensionnaires et les soigner.

**Dialogue social à Beni : les ADF identifiés comme auteurs des massacres des civils.** Les participants au dialogue social pour la paix et la sécurité à Beni-ville et territoire au Nord-Kivu ont identifié les rebelles ougandais des ADF comme auteurs des massacres perpétrés sur des populations civiles ces derniers mois. Dans la déclaration finale des travaux qui se sont clôturés samedi 20 décembre, ils ont aussi désigné certains membres des communautés locales comme des complices dans ces tueries. « De façon unanime, nous constatons le point suivant : l'ennemi a manifestement un caractère hybride. Il s'agit des résidus ADF NALU mais aussi des enfants égarés des communautés locales qu'ils ont réussi à rassembler au tour d'eux », a affirmé le président de la société civile du Nord-Kivu, Thomas D'Aquin Mwiti, qui a lu la déclaration finale de ces assises qui ont débuté mercredi dernier à Beni. Les participants au dialogue social recommandent au gouvernement congolais de démasquer au sein des FARDC les infiltrés au sein de l'armée et appelle la communauté internationale à enquêter sur les massacres des civils à Beni. Ils ont aussi demandé la suspension formelle et momentanée des migrations massives vers les zones opérationnelles pendant opérations militaires contre les ADF. (Radio Okapi)

**Dimanche 21 décembre.**

**Bunia: la police et l'armée perquisitionnent des maisons à la recherche des bandits.** A l'approche des festivités de fin d'année, la police et l'armée ont perquisitionné samedi 20 décembre certaines habitations du quartier Kindia à Bunia à la recherche des effets militaires et des bandits armés. Une initiative saluée par les habitants de la ville qui encouragent les forces de l'ordre à intensifier les patrouilles pour mettre la main sur des bandits.

**Goma: les magistrats suspendus à la cour d'appel dénoncent un vice de procédure.** Les cinq magistrats de la cour d'appel de Goma interdits d'exercer leurs fonctions pendant trois mois dénoncent la procédure suivie pour les sanctionner. Pour l'un d'eux, Alexis Mvuekiani, également président du syndicat des

magistrats Synamag au Nord-Kivu, la décision du premier président de la cour d'appel, Lazare Banide Wafole, sanctionne injustement un groupe ciblé des magistrats pour un mouvement de grève observé par tous les onze magistrats de la cour.

**Bunia: les agressions contre les conducteurs des taxis-motos ont baissé en 2014.** Neuf conducteurs des taxis-motos ont été blessés par balle ou à coups de poignard à Bunia en 2014. Ils étaient une cinquantaine l'année précédente. Ces chiffres ont été présentés samedi 20 décembre par l'Association des taximen des motos en Ituri (Atamoi) lors d'une réunion sur les stratégies d'alerte en cas d'agression des personnes ou de vol.

**Katanga: le ministre de l'Energie déplore un déficit électrique « préoccupant ».** Le ministre provincial de l'Energie du Katanga, Laurent Kaozi, a jugé préoccupante la situation de déficit en énergie électrique dans sa province. Il l'a déclaré samedi 20 décembre au cours de la matinée d'information sur le programme « Ecoles et village assainis ». Il a expliqué que le Katanga manquait actuellement « de façon permanente et constante » au moins 800 mégawatts d'énergie électrique.

**Sud-Kivu : la société civile s'inquiète de l'insécurité sur la route Bunyakiri-Katasomwa.** La société civile déplore les cas de tueries et de pillages enregistrés sur la route Bunyakiri-Katasomwa. Depuis le mois d'octobre dernier, quatre personnes y ont été tuées par des miliciens Raïa Mutomboki. Le conseil de sécurité local réuni samedi 20 décembre à Katasomwa dans le territoire de Kalehe recommande le renforcement de l'effectif des forces de l'ordre sur cet axe routier pour mettre fin à cette insécurité.

**Kinshasa: 180 kilos de chanvre incinérés.** La direction des stupéfiants de la coordination nationale de la police judiciaire a incinéré samedi 21 décembre à Kinshasa 188 kg de chanvre, 10 kg de cocaïne, 96 cartons de whisky prohibé appelé « Soupou na tolo », 4 950 litres d'alcool indigène ainsi que d'autres stupéfiants. L'inspecteur judiciaire chargé du département d'investigation, Samuel Ngangu, explique que la lutte contre le trafic des stupéfiants passe par la prévention, la répression, le traitement et la réinsertion sociale.

**Nord-Kivu: 13 détenus s'évadent de la prison centrale de Goma.** Treize détenus se sont évadés de la prison centrale de Munzenze à Goma samedi 20 décembre en fin d'après-midi. Selon les responsables de cette maison carcérale, ce sont au total vingt et un détenus qui ont tenté de quitter la prison. Les forces de l'ordre en ont rattrapé huit en usant de leurs armes. Deux détenus ont été blessés au cours de cette évasion.

**Dialogue social à Beni: mise en place d'un comité de suivi.** Un comité de suivi des recommandations formulées au cours du dialogue social pour la paix et la sécurité à Beni a été mis en place à la fin de ces assises qui se sont clôturées samedi 20 décembre. Ce comité de suivi est composé notamment des sénateurs, députés, notables et membres de la société civile.

## **Lundi 22 décembre.**

**Louis Koyagialo: « Un grand homme d'Etat », selon Henri Thomas Lokondo.** Décédé dimanche 14 décembre dernier en Afrique du Sud, le gouverneur de l'Equateur, Louis Alphonse Koyagialo, sera inhumé ce lundi 22 décembre à Kinshasa au cimetière Nécropole de la N'sele. Sa dépouille mortelle est exposée depuis la veille au Palais du peuple, siège du Parlement congolais. Parmi les personnalités qui s'y sont rendues, le député de la Majorité, Henri Thomas Lokondo, pour qui Koyagialo était « un grand homme d'Etat ».

**Kasaï-Oriental : le gouvernement provincial veut améliorer la desserte en eau et électricité.** Le gouvernement provincial du Kasaï-Oriental, la Snel, la Regideso et l'entreprise privée Energie du Kasaï (Enerka) se sont engagés le week-end dernier pour améliorer la desserte en eau et électricité pendant cette période des fêtes de fin d'année. Cet engagement pris au cours d'une rencontre entre le ministre provincial de l'Energie et des Hydrocarbures, Joseph Kazadi Ngoy, et les trois entreprises fait suite à une recommandation du dernier conseil de ministres provinciaux.

**Sud-Kivu : 8 personnes abattues par des hommes armés à Mukungwe.** Huit personnes ont été tuées par balles dans la nuit de dimanche à lundi 22 décembre dans la nuit par des hommes armés non identifiés qui ont fait incursion dans le carré minier de Mukungwe en territoire de Walungu. Cette tuerie porte à dix le nombre de creuseurs artisanaux tués à Mukungwe en moins de deux semaines. L'administrateur du territoire attribue ce nouvel assassinat enregistré dans ce site minier à un conflit qui divise trois familles.

**Katanga: le retour de Moïse Katumbi annoncé pour ce mardi.** Le maire de la ville de Lubumbashi a annoncé que le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, devrait rentrer dans sa province ce mardi 23 décembre. Des medias, leaders politiques, célébrités sportives et plusieurs habitants de la ville sont mobilisés par les autorités politico-administratives pour préparer l'accueil du gouverneur qui a passé plus de trois mois à l'extérieur du pays.



**Ituri: un officier de police abattu à Masumbuko.** Des hommes armés ont abattu, dimanche 21 décembre dans la nuit, le commandant de la police nationale congolaise à Masumbuko, le sous-lieutenant Uting Madito, dans le territoire de Djugu (Province Orientale). Le commandant de la police en Ituri qui confirme ce meurtre indique qu'une équipe de la police se rendra dans les heures à venir sur place pour s'enquérir de la situation.

**Une dizaine de présumés rebelles ADF et miliciens Maï-Maï jugés à Beni.** Le procès d'une dizaine de présumés rebelles ougandais de l'ADF et miliciens Maï-Maï s'est ouvert ce lundi 22 décembre au tribunal militaire de Beni. Ces hommes armés sont poursuivis pour une attaque perpétrée dans la nuit de vendredi à samedi 20 décembre contre la prison centrale de Kangwayi et de l'auditorat militaire de garnison de Beni. Des sources judiciaires affirment que ces rebelles et miliciens avaient été capturés par les FARDC. Ils sont jugés en procédure de flagrance devant le tribunal militaire de garnison de Beni- Butembo, où les juges procèdent à l'identification des différents prévenus. (Radio Okapi)

**RDC: les conséquences de la coupe de la mangrove à Moanda.** Nicolas Shuku, environnementaliste et professeur à l'Université du Québec, déplore les conséquences de la coupe de la mangrove sur la côte occidentale de la RDC à Moanda. Cette déforestation n'est pas suivie d'un reboisement. Conséquence : cette forêt se « savanise ». Elle perd peu à peu les caractéristiques d'une forêt. « Dans un milieu forestier, comme dans la forêt équatoriale, quand on coupe les arbres, c'est la savanisation. Mais dans un milieu où il y a la savane, vous allez vers la désertification. On ne donne pas à la végétation le pouvoir de se régénérer », explique-t-il. Les mangroves sont parmi les écosystèmes les plus productifs en biomasse de la planète Terre. En outre, elles constituent des stabilisateurs efficaces pour certaines zones côtières fragiles suite aux cyclones et tsunamis et face aux effets du dérèglement climatique, incluant la montée des océans. Le parc marin de mangroves a été créé en 1992 sur la côte atlantique de la cité de Moanda. Il forme un écosystème aquatique rare, dominé par les palétuviers. Dans ce parc, on trouve notamment le lamantin et la tortue marine, des espèces animales menacées par la pollution, la dégradation de leur habitat et la pêche illicite. Selon l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) plus de deux cent cinquante tortues marines avaient été abattues entre 2007 et 2009. En outre, le banc de sable longeant la côte atlantique de Moanda jusqu'à Banana, autrement appelé « plage Ntonde », est envahi par plusieurs habitations et hôtels. Conséquence, les tortues marines qui venaient souvent nicher sur ce banc de sable, se font de plus en plus rares. Le parc marin des mangroves est géré par l'ICCN, qui a vocation de sauvegarder toutes les aires protégées de la RDC. Les environnementalistes recommandent de replanter un arbre après en avoir coupé un autre pour maintenir l'équilibre climatique. En outre, les hydrologues préviennent que les inondations pourraient être de plus en plus spectaculaires, si le reboisement n'est pas respecté. Car, expliquent-ils, les arbres ont aussi pour rôle d'absorber les eaux. (Radio Okapi)

**Goma: libération de 43 détenus accusés de complicité avec le M23.** Un groupe de quarante-trois détenus de la prison centrale de Munzenze à Goma (Nord-Kivu) ont été libérés samedi 20 décembre. Ces personnes, arrêtées en Ouganda, étaient accusées de complicité avec l'ex-mouvement rebelle du M23. L'auditeur supérieur militaire parle d'une libération.

**Nord-Kivu : 10 morts dans un accident de circulation à Kanyabayonga.** Dix personnes ont été tuées et dix autres grièvement blessées dans un accident de circulation dimanche 21 décembre sur le tronçon routier Rwindi-Kabasha, à plus de 130 Km au Nord de Goma dans le Nord-Kivu. Selon des rescapés, un véhicule avec à son bord une quarantaine de passagers s'est renversé dans un ravin, à la suite d'une panne technique de la barre de direction du véhicule.

**Paralysie du transport en commun dans la partie Est de Kinshasa.** Les habitants de la partie-Est de Kinshasa ont souffert lundi 22 décembre matin pour atteindre leurs lieux de travail. A la base, un mouvement de grève décrété par les chauffeurs de bus Mercedes 207, appelés communément « esprit de mort ». Ils s'insurgent contre « les tracasseries de policiers de roulage, les services de sécurité et même de transports. » Le commandant de la police affirme pour sa part que les difficultés de transport n'ont pas trop duré. Le commandant de la police à Kinshasa martèle, par ailleurs, que le contrôle de qualité des engins de transport en commun dans la ville ne faiblira pas, malgré ce mouvement de grève

**RDC : Louis-Alphonse Koyagiolo inhumé à Kinshasa.** Le gouverneur de l'Equateur, Louis- Alphonse Koyagiolo, a été inhumé lundi 22 décembre à Kinshasa. Ses obsèques se sont déroulées au Palais du peuple où plusieurs personnalités, dont le chef de l'Etat, les membres de sa famille, des autorités civiles et amis du défunt sont venus s'incliner devant sa dépouille mortelle. Louis Koyagiolo est décédé en Afrique du Sud le dimanche 14 décembre de suites d'une maladie.

**RDC : le Maniema et la Province Orientale opposés sur la limite de leurs frontières.** Les autorités politiques et administratives du Maniema et celles de la Province Orientale ne s'accordent pas sur la limite

exacte qui sépare leurs provinces. Elles se disputent le village Mengwe, depuis que les dirigeants du Maniema ont déplacé la barrière limitrophe du PK 189 au PK 157 à partir de Lubutu vers Kisangani. Dans une déclaration faite lundi 22 décembre à Radio Okapi, le ministre provincial de l'Intérieur de la Province Orientale, Hubert Moliso Nendelo, accuse son collègue du Maniema d'avoir déplacé cette barrière qui les sépare, d'au moins une trentaine de Kilomètres à partir du territoire de Lubutu.

## **Mardi 23 décembre.**

**Nord-Kivu: des miliciens occupent 8 localités à Masisi.** Huit localités sont actuellement occupées par des milices opérant dans les groupements Ufamandu et Nyamaboko, au sud du territoire de Masisi (Nord-Kivu). Pour les sources policières et de la société civile dans la zone, ces miliciens ont profité du départ des FARDC de ces zones pour prendre possession de ces localités.

**Isangi : plus de 15 000 électeurs manquent sur les listes électorales.** Plus de 15 000 électeurs des cités de Lokutu et Lokumete n'ont pas retrouvé leurs noms sur les listes électorales, selon le président de la société civile d'Isangi, M. Gaston Bolila qui l'a affirmé lundi 22 décembre 2014 au cours d'une conférence de presse.

**Katanga : 17 enfants sont morts d'anémie en 14 jours à Nyembo Pungu.** Dix-sept enfants âgés de moins de cinq ans sont morts d'anémie due au paludisme, en quatorze jours, à Nyembo Pungu au Katanga. Le médecin chef de zone de santé de Bukama l'a affirmé lundi 22 décembre à Radio Okapi. Selon la même source, le centre de santé de cette localité manque de poches de sang et d'antipaludéens manquant.

**Martin Kobler : « J'appelle les FDLR à saisir l'occasion pour désarmer ».** A 10 jours de la date d'expiration de l'ultimatum lancé par la SADC et la CIRGL aux FDLR pour désarmer, le chef de la Monusco invite ces rebelles rwandais à saisir cette occasion pour déposer les armes. Le 2 juillet dernier, la Communauté des Etats de l'Afrique australe et la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs avaient accordé un délai de six mois aux FDLR pour se rendre.

**RDC: Moïse Katumbi est arrivé à Lubumbashi.** Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, est de retour au Katanga après près de trois mois passés à l'étranger. A sa descente d'avion à l'aéroport international de la Luano Lubumbashi, mardi 23 décembre, il a été accueilli par le président de l'assemblée provinciale et plusieurs personnalités de la province. Il n'a fait aucune déclaration à son arrivée.

**Rutshuru: arrestation d'un commerçant suspecté de financer des coupeurs de route.** Le commerçant Mandobe Rutega est accusé de soutenir et de financer un grand réseau de coupeurs de route réputés pour leurs exactions et kidnappings sur la route Goma-Rutshuru. Le service de renseignements militaires qui l'a arrêté à Rutshuru l'a transféré ce mardi 23 décembre à Goma.

**Sud-Kivu: 200 cas de paludisme enregistrés à Fizi depuis début décembre.** D'après Le médecin directeur intérimaire de l'hôpital général de référence de Fizi, docteur Emmanuel Kalindi, plus de 200 cas de paludisme, dont 5 décès, ont été enregistrés depuis le début de ce mois de décembre dans ce territoire du Sud-Kivu. Dans cet établissement hospitalier, le personnel soignant semble débordé. La salle de pédiatrie est bondée.

**Kinshasa : les fonctionnaires dénoncent la lenteur dans la paie du mois de décembre.** Les fonctionnaires de l'Etat dénoncent la lenteur des banques dans la paie de leurs salaires du mois de décembre. Certaines ont effectivement commencé à payer depuis le 12 décembre dernier. Mais dans d'autres, la paie n'a été effective qu'une semaine après. Radio okapi a constaté mardi 23 décembre que certains agents ne sont pas encore payés. Ils font des navettes tous les jours et rentrent bredouillent. Quelques uns affirment qu'ils passent nuit devant les portes des agences des banques.

**RDC: décès de la veuve de Patrice Lumumba.** Pauline Opanga Lumumba, la veuve de Patrice Lumumba est décédée mardi 23 décembre à Kinshasa. Âgée de 72 ans, elle avait quitté Paris où elle recevait des soins, il y a une semaine pour regagner Kinshasa. Le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende, a confirmé cette information à Jeune Afrique. Pauline Opango Lumumba était restée discrète et à l'écart de toute activité politique depuis la mort de son mari.

**Assassinat de Lumumba: mort d'une des personnes visées par la plainte de la famille.** Le lieutenant-colonel Grandelet, qui figurait dans la liste des dix Belges contre lesquels la famille Lumumba a déposé plainte et s'est constituée partie civile en 2011, est décédé à l'âge de 80 ans, annonce mardi La Dernière Heure. Alors que l'instruction pour crime de guerre se poursuit à Bruxelles chez la juge Mme Dagnely, la

liste des personnes toujours en vie visées par la plainte se réduit. Au moins six des dix suspects sont ainsi décédés depuis le dépôt de la plainte le 22 juin 2011. (Le Vif)

### **Mercredi 24 décembre.**

**Mambasa: les miliciens Simba se retirent du foyer minier de Muchacha.** Les miliciens du groupe armé Simba conduit par un certain Manu se sont retirés depuis lundi 22 décembre du foyer minier de Muchacha en territoire de Mambasa (Province Orientale). Cette milice avait occupé cette carrière pendant environ deux semaines. L'administrateur du territoire, Alfred Bongwalanga, qui a livré cette information, a déploré de nombreuses exactions commises contre des civils par ces assaillants pendant leur occupation. Avant de se retirer de ce foyer minier, les assaillants ont collecté de l'argent et de l'or auprès des habitants de Muchacha estimée à environ 10 000 personnes. L'administrateur du territoire déplore aussi le viol de plus de 30 femmes par ces assaillants, la prise en otage de certains habitants pour le transport de biens pillés ainsi que l'enrôlement forcé de civils dans ce groupe armé. Les autorités militaires des FARDC en Ituri affirment que ces miliciens ont quitté suite à la pression de l'armée. Les militaires s'étaient arrêtés à l'entrée de ce foyer minier pour éviter des combats dans lesquels les civils n'auraient pas été épargnés. (Okapi)

**Kasaï-Oriental : les tracteurs n'ont pas amélioré le rendement agricole.** Le ministère provincial du Kasaï-Oriental de l'Agriculture, Pêche, et Elevage, Roger Tshilombo Ngandu, estime que les cent soixante-cinq tracteurs fournis par le gouvernement à sa province n'ont pas amélioré le rendement agricole dans sa province. Il regrette que malgré cette dotation, le Kasaï-Oriental connaisse encore pendant certaines périodes de l'année la carence de certains produits agricoles comme le maïs.

**Nord-Kivu: les magistrats durcissent leur grève.** Les magistrats du Nord-Kivu ont supprimé le service minimum qu'ils assuraient depuis le début de la grève générale déclenchée sur toute l'étendue du pays. Ils ont pris cette décision lundi 22 décembre à l'issue de l'assemblée générale du Syndicat autonome des magistrats du Congo (Synamac) au Nord-Kivu.

**La dégradation de la route Kitshanga-Pinga risque de priver les déplacés de l'aide.** L'association Walikale uni pour le développement basée à Pinga craint que la dégradation de la route Kitshanga-Pinga ne prive les déplacés de cette zone située entre les territoires de Walikale et Masisi (Nord-Kivu) de l'aide des humanitaires. La dégradation de cet axe routier intervient alors que l'on enregistre plusieurs affrontements entre les FARDC et les Maï-Maï du groupe Sheka en territoire de Walikale.

**Katanga: arrestation du présumé chef d'un groupe de bandits à Kalemie.** La police a arrêté mardi 23 décembre le présumé chef d'un groupe de bandits à proximité du quartier 4 Coins dans la cité de Kalemie. Connu sous le surnom « Américain », ce présumé bandit âgé de 34 ans figurait sur la liste des personnes recherchées par la police pour avoir fait partie d'un gang qui terrorisaient certains quartiers de Kalemie.

**Lubumbashi se prépare à fêter Noël.** A la veille de la célébration de la fête de Noël, les habitants de la ville de Lubumbashi se préparent. Plusieurs sites de la ville sont ornés des sapins de Noël. Il s'agit notamment du Rond-point 24/24, de la mairie, du square Arthur Forrest et de plusieurs carrefours. Au grand marché Mzee Kabila, les rayons où sont vendus les poulets et autres volailles sont ceux qui attirent le plus des clients. Les vendeurs des habits et des aliments sont ceux qui affirment faire les meilleures affaires en cette période. Les revendeurs des jouets pour enfants laissent entendre que la plupart des personnes qui se présentent dans leurs commerces n'achètent pas. Elles s'informent des prix et repartent. Certains habitants de la ville rencontrés dans les marchés de Lubumbashi affirment n'avoir pas encore été payés. Ils disent attendre de participer au réveillon dans les assemblées de prière pour rendre grâce à Dieu. (Radio Okapi)

**Naufrage à Isangi: le vice-gouverneur de la Province Orientale annonce une enquête.** Le vice-gouverneur de la Province Orientale, Pascal Mombi, a annoncé l'ouverture d'une enquête à la suite du naufrage d'une embarcation mardi 23 décembre sur le fleuve Congo à Isangi. Il a promis des sanctions sévères quand les responsabilités seront établies. Le premier bilan fourni après l'accident fait état d'une centaine de disparus.

**Bunia: des casques bleus de la Monusco soignent des pensionnaires d'un orphelinat.** Une équipe médicale du contingent bangladais de la Monusco a administré mardi 23 décembre des soins gratuits à plus de trente enfants hébergés à l'orphelinat du quartier Mudzipela. D'autres habitants du quartier ont également bénéficié des consultations et ont reçu des médicaments gratuits. La responsable de l'orphelinat, a salué ce geste qui, selon elle, vient soulager la souffrance de ces enfants à la veille de festivités de fin d'année.

**Fête de Noël : engouement à Kinshasa, ambiance morose à Mbandaka et Mbuji-Mayi.** L'ambiance n'est pas la même dans les villes de la République démocratique du Congo (RDC) à la veille de la fête de Noël. A Mbandaka (Equateur), il n'y a pas d'engouement dans les quartiers de la ville. Seul le centre-ville a attiré quelques habitants. Même constat à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) où l'ambiance est restée timide. A Kinshasa, les marchés sont inondés par des parents qui sont parfois accompagnés de leurs enfants pour faire des achats. Dans les agences de transfert de fonds, ce sont des longues files d'attente qui sont visibles.

**RDC: les magistrats suspendent leur grève.** Les magistrats ont suspendu leur grève après une discussion mardi 23 décembre entre le ministre de la Justice et leurs différents syndicats. En novembre dernier, ils avaient décrété une grève illimitée, réclamant le paiement de 1 600 dollars américains comme salaire de base d'un magistrat annoncé par le chef de l'Etat en septembre 2011.

**Le Japon octroie à la RDC 6, 5 millions USD pour l'aménagement du pont Maréchal.** Le Japon et la RDC ont signé un protocole d'accord mardi 23 décembre à Kinshasa pour l'aménagement du pont Maréchal. Le Japon accorde 6,5 millions de dollars américains à la RDC pour financer ces travaux. Ces travaux devraient permettre à cet ouvrage de durer près de 200 ans, a déclaré le directeur général de l'Organisation des équipements Banana-Kinshasa (OEBK), Modero Nsimba. La même source a précisé que ce don va permettre aux Congolais de bien entretenir ce pont, en attendant de réunir les 2 milliards de dollars nécessaires pour réaliser le port en eau profonde et la route-rail Banana-Kinshasa. (Radio Okapi)

**Sud-Kivu: les femmes de Kalehe appelées à s'impliquer davantage dans la vie politique.** La coordinatrice de l'ONG «Association des femmes des médias du Sud-Kivu», Solange Lwashiga, a affirmé lundi 22 décembre que la représentation de la femme congolaise dans les institutions publiques était de 10%. Elle a appelé les femmes de Kalehe à s'impliquer davantage dans la vie politique. Elle a demandé aux femmes de Kalehe de « briser la peur ». « Si la femme sait gérer son foyer, cela veut dire qu'elle peut également bien gérer le village », a-t-elle estimé.

**Le Rwanda défie la communauté internationale de désarmer les FDLR après l'ultimatum du 2 janvier.** Mme Mushikiwabo, la ministre rwandaise des Affaires étrangères s'est dite certaine que cet ultimatum ne serait pas respecté et qu'aucune action militaire ne suivra. Elle a mis la communauté internationale au défi d'engager une offensive militaire à l'expiration du délai. "Depuis le temps que nous voyons le genre de manipulation autour de ce sujet, le manque de bonne volonté, nous savons que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes", a-t-elle ajouté. Le processus de reddition volontaire engagé en juillet par les FDLR - que Kigali considère comme une menace et avec lesquels il refuse tout dialogue - est en panne depuis plusieurs mois. Le désarmement des FDLR est considéré comme un préalable à une paix durable dans l'est congolais, où la défaite en novembre 2013 de la rébellion essentiellement tutsi du M23 - soutenue selon l'ONU par le Rwanda et l'Ouganda - avait suscité un espoir. "Le 2 janvier n'est pas une date magique, ce qui serait magique ce serait un changement d'attitude de certains pays et dirigeants, surtout sur le continent, vis-à-vis de ce groupe génocidaire", a poursuivi Mme Mushikiwabo, assurant que Kigali savait "dès que cet ultimatum a été fixé qu'il ne se passerait rien". Le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) a averti mi-décembre que le processus de stabilisation de l'est de la RDC, ravagé par des conflits armés depuis plus de 20 ans et où une cinquantaine de groupes armés congolais et étrangers sévissent encore, était "en danger". ICG a notamment estimé que le démantèlement des groupes armés dont a été chargée une Brigade d'intervention de l'ONU forte de 3.000 hommes était "au point mort" et souligné l'absence d'avancées dans le processus de démobilisation des FDLR, demandant que soit repoussée la date butoir du 2 janvier. (La Voix de l'Amérique)

**Jeudi 25 décembre.**

**Juliana Lumumba: « Ma mère était le pilier de notre famille ».** Pauline Opango, veuve de Patrice Emery Lumumba, est décédée le mardi 23 décembre à Kinshasa à l'âge de 77 ans. L'une de ses filles, Juliana Lumumba, a confié à Radio Okapi le rôle que jouait sa mère dans la famille Lumumba. Avec Patrice Lumumba, Pauline a eu quatre enfants dont l'un est mort il y a 4 mois. Après la mort du héros de l'indépendance de la RDC en 1961, Pauline ne s'est pas remariée. La fille de Lumumba décrit sa mère comme une femme « vertueuse ». «Ma mère était le pilier de notre famille. Elle était aimée de tout le monde. Elle rassemblait la famille. Vous aurez les témoignages de tout le monde dans la famille. Elle partageait, elle donnait. Elle aimait. Une femme vertueuse, une femme courageuse. Ma mère a été veuve à 23 ans. Elle est morte à 77 ans. Elle est restée veuve pendant toutes ces années. Elle a sacrifié sa vie. Lorsque je lui ai demandé pourquoi, elle a dit qu'il n'y avait personne qui pouvait égaler son mari, c'est-à-dire mon père. De deux, elle ne voulait pas se remarier pour que nous, ses enfants, nous ne souffrions pas. » (Radio Okapi)

**RDC : le Premier ministre Matata Ponyo va dîner avec les balayeurs des rues.** A l'occasion de la fête de Noël célébrée ce jeudi 25 décembre, le Premier ministre congolais, Augustin Matata Ponyo, va dîner

avec tous les balayeurs des rues de Kinshasa. Ce dîner sera suivi d'un concert populaire à la Place des évolués. Les groupes Zaiko Langa Langa et Wenge Musica Maison mère vont prester

**Kinshasa : la VSV déplore la répression d'une manifestation d'un parti de l'opposition.** La Voix des sans voix (VSV) pour les droits de l'homme se dit préoccupée par la « répression brutale et sanglante » d'une manifestation du parti de l'opposition Union des Républicains. Cette formation politique avait prévu d'organiser une marche entre le quartier Kingasani, dans la partie Est de Kinshasa, et la présidence de la République où elle comptait déposer un mémorandum réclamant l'organisation d'un dialogue politique.

**Noël: pas d'incident sécuritaire signalé au Nord-Kivu.** Aucun incident sécuritaire majeur n'a été signalé dans les grandes agglomérations du Nord-Kivu, en proie à plusieurs groupes armés, en ce jour de Noël où les chrétiens célèbrent la naissance de Jésus-Christ. Cette journée a aussi été un moment de partage. Certains habitants se sont cotisés pour permettre aux plus indigents de fêter.

**La communauté catholique Sant'Egidio offre un repas à 2 000 personnes vulnérables à Bukavu.** Deux mille personnes vulnérables ont fêté Noël avec la communauté catholique Sant'Egidio à Bukavu au Sud-Kivu. Parmi elles, des enfants de la rue, des personnes âgées abandonnées, des malades, des prisonniers et des sans abris. Un grand repas leur a été offert à l'occasion de la fête de la nativité de Jésus-Christ. Certaines femmes âgées abandonnées ont affirmé que ce repas était leur premier vrai repas qu'elles ont eu en 2014.

**Evariste Boschab aux habitants de Beni : « L'Etat est toujours là ».** Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Evariste Boschab, a visité les habitants de Beni-ville (Nord-Kivu) jeudi 25 décembre, à l'occasion de la fête de Noël. Accompagné de quelques membres du gouvernement, il leur a assuré que « le gouvernement se préoccupe des problèmes qui se posent dans cette entité ».

**Noël à Matadi : les parents invités à surveiller leurs enfants.** Le maire de la ville de Matadi, Jean-Marc Nzeyidio Lukombo, a invité les parents à surveiller leurs enfants pour éviter des dérapages, souvent constatés lors de la célébration des fêtes de Noël dans le chef-lieu du Bas-Congo. Le maire de la ville a aussi souligné la nécessité de la patrouille organisée par les éléments de la police nationale à travers la ville, ainsi que l'interdiction des ventes des pétards. **Calme total à Kikwit.** Au Bandundu, c'est dans le calme total dans les avenues et rues que la ville de Kikwit fête Noël, marquant la naissance de Jésus Christ, pour les chrétiens. Les dispositifs sécuritaires ont été pris bien avant dans la ville pour que la fête se déroule dans le calme total, après l'insécurité qui a secoué la ville il y a quelques mois par des bandits armés. Les patrouilles mixtes FARDC-Police sont organisées dans la ville. C'est une ambiance timide qui est observée. Pas de monde dans les différentes artères de la ville, pas de jeux organisés par les enfants dans leurs quartiers respectifs. L'inquiétude est plus du côté des fonctionnaires de l'Etat. Quelques-uns seulement ont été payés et les autres continuent à attendre leur salaire de 2 à 3 mois jusqu'aujourd'hui auprès des agences bancaires en charge de leur paie entre autre Ecobank et TMB. Mais un engouement s'observe au centre-ville. La circulation est même perturbée à cause de cette foule. Dans quelques coins de la ville, on aperçoit de vaches liées qui attendent d'être abattues le 31 décembre. Et c'est grâce aux cotisations de groupes de 10, 20,30 voire 40 personnes pour acquérir une vache au prix de 500, 600 voire 700 \$ US. Et cette cotisation débute dès le premier mois de l'année jusque décembre. (Radio Okapi)

**Province Orientale : la force navale, la DGM et le commissariat fluvial incendiés.** Les postes des forces navales, de la Direction générale de migration (DGM) et du commissariat fluvial d'Isangi (Province Orientale) ont été incendiés jeudi 25 décembre dans la matinée par une centaine de jeunes en colère. Selon le cahier de charge des manifestants présentés aux autorités, ces jeunes accusent les services fluviaux de ne rien faire après l'accident de la baleinière ville de Yalotsha. Le bilan de ce naufrage survenu mardi dernier n'est pas encore connu mais la société civile parle déjà de près de 30 morts et plus de 60 personnes portées disparues.

**Vendredi 26 décembre.**

**Désarmement des FDLR: «Les gestes posés sont insuffisants».** Les gestes posés jusqu'ici par les combattants rwandais des FDLR sont insuffisants, a affirmé le responsable du processus DDRRR au sein de la Monusco, Adriaan Verheul, dans un entretien mercredi 24 décembre à Radio Okapi ; soit à neuf jours de la fin de l'ultimatum lancé à ces rebelles pour se rendre. Il les a invités à se rendre, leur promettant d'être traités avec dignité. «Nous sommes en discussion avec les FDLR qui ont dit qu'ils vont donner 150 combattants, 100 au nord et 50 au sud, dont quelques officiers pour le camp de Kanyabayonga à Bulungu», a déclaré Adriaan Verheul. Mais, a-t-il poursuivi, «ce geste est largement insuffisant par rapport au chiffre total mais aussi par rapport à l'objectif final qui est le rapatriement.» La Communauté des Etats de l'Afrique australe (SADC) et la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) avaient accordé un délai de six mois aux FDLR pour se rendre. Ce délai expire le 2 janvier 2015. La même source a

indiqué « qu'il ne reste plus de temps aux FDLR. » Adriaan Verheul a par ailleurs conseillé aux FDLR de retourner au Rwanda. (Radio Okapi)

**Goma: le gouvernement interpellé sur la grève sèche des magistrats.** Les activistes des droits de l'homme au Nord-Kivu demandent au gouvernement de la RDC de trouver d'urgence une solution aux revendications des magistrats. Ces derniers ont décrété une grève sèche il y a quatre jours. Ces activistes s'inquiètent du dysfonctionnement de l'appareil judiciaire qui résulterait de cette grogne.

**Mbandaka: la police lance un numéro vert pour contrer l'insécurité.** Le 085 34 27 094, c'est un numéro vert mis à la disposition de la police de Mbandaka dans le cadre du dispositif mis en place pour parer à la résurgence de l'insécurité observée ces temps derniers au chef-lieu de la province de l'Équateur. Le commissaire urbain de la police nationale congolaise (PNC), Gilbert Mande Kizwa, l'a annoncé jeudi 25 décembre, pour rassurer la population locale en cette période des fêtes de fin d'année.

**RDC: 6 personnes tuées par des présumés ADF en Ituri.** Six personnes ont été tuées et cinq autres grièvement blessées à coups de machettes la nuit de jeudi à vendredi 26 décembre par des présumés rebelles ougandais des ADF dans la localité de Ndalya à environ 150 kilomètres au sud-ouest de Bunia (Province Orientale) à la limite avec le territoire de Beni au Nord-Kivu. Le chef de collectivité de Walese Vonkutu indique que c'est la deuxième attaque enregistrée dans son entité en l'espace d'une semaine. Il plaide pour le déploiement des FARDC dans cette zone pour empêcher l'incursion de ces rebelles dans le territoire d'Irumu en Ituri.

**Province Orientale: retour spontané des réfugiés congolais de la RCA.** Installés en Centrafrique depuis deux ans, ces réfugiés congolais commencent à regagner la RDC par le territoire d'Ango à plus de 600 kilomètres au nord de Kisangani. Une centaine d'entre eux est cantonnée dans le village de Kpokpo. D'autres sont dans les autres localités. L'insécurité en Centrafrique est à l'origine de ce retour spontané. L'administrateur du territoire d'Ango promet de mobiliser les humanitaires en faveur de ces nécessiteux.

**Nord-Kivu : Evariste Boshab satisfait de la collaboration entre population et forces de sécurité.** Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et sécurité se dit satisfait de la collaboration qui existe entre la population et la police, l'armée et les casques bleus de la Monusco. A l'issue de sa visite vendredi 26 décembre, il a insisté sur cette entente « sans laquelle une guerre ne pourra être gagnée ».

**Ituri: des cas d'insécurité signalés pendant les fêtes de fin d'année à Bunia.** Des cas de meurtre, viols et des vols armés sont devenus récurrents pendant cette période des festivités à Bunia (Province Orientale), a déploré vendredi 26 décembre le chef de la cité. Il parle notamment de l'assassinat de deux habitants dont les corps ont été jetés jeudi dernier dans les rues. Une femme a été aussi tuée le même jour après avoir été violée en territoire de Djugu.

**Province Orientale : retour au calme après une journée tendue à Durba.** Le calme est revenu dans la cité minière de Durba, à plus de 700 kilomètres au Nord-Est de Kisangani (Province Orientale). Les activités ont été paralysées dans la matinée de vendredi 26 décembre, a affirmé l'administrateur du territoire de Watsa, Christophe Ikando. Cette situation était due à un soulèvement des conducteurs des motos qui protestaient contre la mort de leurs collègues percuté par un véhicule.

**Kinshasa : 410 étudiants en médecine ont prêté serment.** Un groupe de 410 futurs médecins ont prêté serment vendredi 26 décembre à Kinshasa. Ces futures blouses blanches proviennent de plusieurs universités de la capitale dont ceux de la première promotion de l'Université protestante au Congo (UPC). Ceux-ci qui s'ajoutent aux 400 autres ayant posé le même acte le samedi dernier, s'engagent à faire de l'art de guérir leur apostolat selon le serment d'Hippocrate. Après au moins 7 ans d'études, cette prestation ne leur octroie pas encore la qualité de médecin, dit le président de l'ordre national des médecins, le Dr Mbutuku. Il a précisé qu'il reste encore la notification de l'ordre des médecins via un numéro d'ordre, puis viendra l'affectation de ces médecins dans les hôpitaux publics par le ministère de la santé. (Radio Okapi)

**RDC: le gouvernement appelé à interdire les feux de brousse.** Le gouvernement congolais doit interdire la pratique des feux de brousse afin de protéger l'environnement et préserver l'écosystème, a indiqué un environnementaliste mardi 23 décembre à Radio Okapi. Cette pratique à laquelle recourent beaucoup de cultivateurs détruit, selon lui, la terre et réduit la production agricole. Les feux de brousse détruisent l'écosystème. Selon des experts, cette façon de procéder a des implications négatives sur l'environnement. Les feux de brousse détruisent en effet l'habitat de plusieurs espèces animales. Ils contribuent à la désertification de plusieurs régions et polluent l'environnement. Les feux de brousse contribuent également à la destruction des dizaines de milliers d'hectares de forêts et ont des conséquences néfastes sur le climat. (Radio Okapi)

**Les creuseurs miniers sensibilisés sur leur apport au développement du Maniema.** Les creuseurs et négociants du secteur minier du Maniema ont été sensibilisés, vendredi 26 décembre, sur l'importance et l'apport de ce secteur à l'amélioration sociale et économique de la province. Selon les ONG locales, la province du Maniema, en plus de sa vocation agricole, constitue un scandale géologique. Son sous-sol contient beaucoup de minerais, dont le wolframite, de la cassiterite, de l'or, du diamant, du coltan et de bien d'autres. Avec la commercialisation de ces minerais, ce secteur finance à plus de 80% le budget de la province en termes des recettes engrangées. C'est dans cette même occasion que Denis Mugalu du Conseil régional des ONG de développement du Maniema a insisté sur l'importance de l'enregistrement systématique des creuseurs et des négociants de ce secteur minier. (Radio Okapi)

**Samedi 27 décembre.**

**Ituri : 11 personnes tuées par des présumés ADF à Ndume ?** Onze personnes ont été tuées, dont trois femmes et huit hommes, vendredi 26 décembre tôt dans la matinée au village de Ndume en pleine forêt dans la chefferie de Walese Vonkutu en Ituri (Province Orientale). Quelques heures plus tôt, six autres personnes ont été tuées à Ndalya. Cinq blessés graves ont également été enregistrés. Ces tueries ont provoqué des manifestations de la population qui ont dégénéré.

**RDC: un journaliste de la RTNC abattu à Goma.** Un journaliste de la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) a été tué par balle vendredi 26 décembre soir à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu.

**Province Orientale: les paysans luttent contre l'invasion des criquets à Buta.** Les paysans de Buta en Province Orientale luttent contre l'invasion des criquets grâce à une plante de la forêt appelée Kpekuku en dialecte Zandé. L'inspection du développement rural du district du Bas-Uélé se dit satisfaite de cette lutte et promet d'étendre l'action dans cinq autres territoires de ce district en proie également à l'évasion des criquets qui ravagent des champs. Des sources locales indiquent que plus de 500 hectares de maïs, banane, riz, haricot et niébé ont été ravagés par ces animaux depuis le mois de mars dernier. Plusieurs techniques utilisées jusque-là pour éloigner ces insectes n'avaient pas donné de bons résultats. C'est en novembre dernier que des paysans pygmées de Buta ont essayé une nouvelle technique. Elle consiste à brûler des feuilles sèches de Kpekuku avec quelques criquets morts. La fumée dégagée par cette combustion décime les criquets les plus âgés et chassent les plus jeunes. (Radio Okapi)

**Sud-Kivu: une «caravane de la paix» pour inciter les Raïa Mutomboki à se rendre.** Une caravane de la paix pour inciter les miliciens Raïa Mutomboki à se rendre est organisée ce samedi 27 décembre dans le territoire de Shabunda. Elle a été lancée sur une initiative de l'administration du territoire en collaboration avec la société civile. Les femmes ont pris la tête de la caravane.

**Katanga: les pluies ont fait plusieurs dégâts en décembre à Pweto.** Les pluies qui se sont abattues dans la cité de Pweto au Katanga au cours du mois de décembre ont fait plusieurs dégâts matériels. Des dizaines des bâtiments se sont écroulés. D'autres ont perdu leurs toitures. On enregistre également des blessés. Ces pluies étaient généralement accompagnées des vents violents.

**Parlement: Minaku écarte l'éventualité d'une révision constitutionnelle en session extraordinaire.** La session extraordinaire du Parlement de la RDC s'est ouverte samedi 27 décembre à Kinshasa. Le président du bureau de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a assuré qu'au cours de cette session, il ne sera pas question d'une éventuelle révision constitutionnelle. Il a également affirmé que le bureau de la chambre basse du Parlement ne disposait pas d'un texte sur la loi électorale en état d'être présenté en plénière.

**Katanga: 15 creuseurs artisanaux morts brûlés dans une galerie souterraine à Kolwezi.** Quinze creuseurs artisanaux sont morts vendredi 26 décembre dans une galerie souterraine au quartier Kasulo à Kolwezi. Ils exploitaient illégalement du cuivre dans ce quartier résidentiel. Dans le quartier Kasulo, les parcelles d'habitation ont été transformées en sites d'exploitation des minerais. On y compte près de 2 000 creuseurs artisanaux. Les circonstances de la mort de ces creuseurs ne sont pas très claires. Mais des sources locales rapportent que quatre creuseurs sont morts brûlés alors qu'ils se trouvaient dans une galerie souterraine. D'autres creuseurs, venus secourir leurs collègues, y ont aussi succombé. Alertés, les responsables de l'association de creuseurs artisanaux sont arrivés sur le lieu du drame. Quatre creuseurs volontaires qui se sont introduits par la suite dans la même galerie y sont également morts brûlés. Au total, 15 creuseurs artisanaux sont morts dans cet accident. Ils ont été inhumés le même jour. Jusque-là, l'origine du feu n'est pas encore connue. (Radio Okapi)

**Ituri: des associations déplorent les tueries des civils.** L'Union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri (UNADI) dénonce les tueries perpétrées ces derniers jours dans ce district de la Province Orientale. Ces tueries ont été perpétrées par des présumés ADF accusés également des massacres

dans le territoire voisin de Beni au Nord-Kivu. Le vendredi 26 décembre, 17 personnes ont été tuées dans les villages de Ndalya et Ndume en Ituri.

### **Dimanche 28 décembre.**

**RDC: La VSV contre la liquidation des Lignes aériennes congolaises.** La Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme (VSV) a organisé samedi 27 décembre à son siège une tribune contre la liquidation politique des Lignes aériennes congolaises (Lac). A cette occasion, plusieurs cadres des Lac, présents à la rencontre, ont demandé au Gouvernement de surseoir à sa décision de liquidation, soit de payer les indemnités de sortie des agents. Le directeur technique des Lac, Antoine Miltoni, estime que la nouvelle compagnie que l'Etat vient de créer, Congo Airways, et l'ancienne compagnie peuvent coexister sans que l'une ne gêne l'autre, au lieu de partir du néant. Au cours de la précédente tribune organisée sur le même sujet dimanche 5 mai 2013 par l'ONG la Voix des Sans Voix à Kinshasa, les agents des Lignes aériennes congolaises s'étaient opposés à la liquidation de leur entreprise, estimant que cette liquidation dont le processus est en cours coûterait plus cher à l'Etat congolais que la relance de la société. Cette activité faisait suite à l'annonce faite le 17 avril 2013 au Sénat par le ministre des Transports, Justin Kalumba, qu'une nouvelle compagnie aérienne nationale allait remplacer les Lac. Et il avait dévoilé à la presse, vendredi 11 avril 2014 à Kinshasa, le nom de cette nouvelle compagnie: «Congo Airways.» Lac est la société publique congolaise de transport aérien. Elle a été créée en 1961. Mais depuis environ deux décennies, l'entreprise connaît des difficultés de fonctionnement. Ses agents enregistrent plus de 200 mois d'arriérés de salaire. La dette sociale de l'entreprise est évaluée à environ 120 millions de dollars américains. Ne disposant plus d'avions qui assure le trafic aérien depuis quelques années, Lac a vu son activité se réduire à la location de ses droits de trafic. (Radio Okapi)

**Kinshasa: la Garde républicaine déloge une dizaine de familles à Ngaliema.** Une dizaine de familles déguerpis de leurs parcelles par des militaires de la Garde républicaine (GR) ont manifesté samedi 27 décembre devant la commune de Ngaliema à Kinshasa. Ces familles habitent la localité Booto au quartier Mfinda situé entre le camp militaire Tchatchi et le camp des médecins de Mimosa dans la commune de Ngaliema. C'est dans l'ancienne poudrière du camp Tchatchi que ces familles habitent, l'avenue Escorte les sépare du camp militaire. Depuis deux jours, les militaires de la Garde républicaine ont délogé de force les propriétaires des parcelles pour les occuper. Ces militaires disent agir ce «sur ordre de la hiérarchie» militaire. (Radio Okapi)

**Kinshasa: le général Kanyama félicite la police pour le travail abattu en 2014.** La Police nationale congolaise (PNC) de la ville de Kinshasa s'engage à sécuriser davantage la population et ses biens pour l'année 2015. Le commissaire provincial de la PNC, le général Célestin Kanyama, l'a affirmé au cours de la parade annuelle tenue samedi 27 décembre au stade tata Raphael. Il a par ailleurs félicité ses éléments pour «avoir correctement joué» leur rôle au cours de l'année 2014.

**RDC: 83 combattants FDLR déposent leurs armes à Walikale.** Quatre-vingt-trois combattants hutus rwandais des FDLR ont désarmé volontairement dimanche 28 décembre dans la localité de Buleusa, à plus de 200 km à l'ouest de Goma, dans le territoire de Walikale. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du vice-gouverneur du Nord-Kivu, des membres du gouvernement congolais, des représentants de la SADC, de la CIRGL ainsi que des représentants de la Monusco. Le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutahichirwa a remercié les FDLR de leur volonté à désarmer. Mais, il prévient que l'ultimatum du 2 janvier 2015 leur fixé par la CIRGL et la SADC reste en vigueur. (Radio Okapi)

**Kalemie: destruction des filets de pêche prohibés.** L'Autorité de surveillance du lac Tanganyika a détruit vendredi 26 décembre à Kalemie une quinzaine de filets de pêche prohibés, en présence du commissaire de district du Tanganyika ainsi que du commandant du 22e groupement naval. A ce jour, 180 filets ont déjà été saisis ou détruits par cette structure qui regroupe quatre pays riverains de ce Lac. Cette opération entre dans le cadre de la mission assignée à cette organisation constituée du Burundi, la Tanzanie, la Zambie et de la RDC. «Parcourir toute la côte pour traquer, saisir et détruire tous les filets prohibés, et également toutes les techniques de capture qui ne sont pas durables», a expliqué le professeur Manara Kamitenga, son coordonnateur au niveau de la RDC La destruction des outils de pêche a été précédée par une campagne de sensibilisation des pêcheurs à éviter les filets à petites mailles. Cette campagne avait été lancée par l'Autorité du lac Tanganyika mercredi 5 octobre à Uvira (Sud-Kivu). Elle devrait se poursuivre à Baraka, Kalemie et Moba (Katanga). (Radio okapi)

### **Lundi 29 décembre.**

**RDC: majorité et opposition toujours divisées sur la loi électorale.** L'opposition parlementaire s'oppose à tout examen d'un quelconque projet de loi qui émanerait du Gouvernement et qui tenterait de modifier la loi électorale en vigueur. Elle réagit ainsi à l'annonce faite par le président de l'Assemblée nationale à



l'ouverture de la session extraordinaire que son bureau informerait la plénière dès que le Gouvernement aura déposé son projet de loi relative à l'organisation des élections en RDC. Du côté de la majorité l'on pense, que compte tenu des problèmes enregistrés lors des élections de novembre 2011, il y a lieu de revoir certaines dispositions de cette loi en vigueur.

**Djera: une ONG plaide pour une assistance à la population après l'épidémie d'Ebola.** Un mois après la fin de l'épidémie à virus d'Ebola qui a sévi à Djera en Equateur, l'ONG OREBO invite le gouvernement à assister les habitants de ce secteur qui ont vécu en quarantaine pendant quatre mois. La population de la région indique n'avoir pas encore repris totalement ses activités malgré l'annonce de la fin de l'épidémie. Pour l'ONG OREBO qui a aidé ces habitants quand sévissait l'épidémie, le gouvernement ainsi que les organismes d'assistance devraient les accompagner pendant un certain temps. Les habitants de Djera regrettent de ne pas bénéficier d'assistance du gouvernement qui leur aurait pourtant promis des projets de développement. (Radio Okapi)

**RDC: plaider pour un audit de la gestion des provinces.** Le coordonnateur de la plateforme politique de l'opposition « Participation Populaire Kinois », Thierry Bongo, a réclamé dimanche 28 décembre un audit de la gestion de toutes les provinces de la RDC. Le gouverneur du Nord-Kivu et porte-parole des gouverneurs de province, Julien Paluku, a assuré de son côté que ses pairs étaient ouverts à toute enquête sur leur gestion. Faute de contrôle, les gouverneurs des provinces gaspilleraient et détourneraient des fonds alloués pour le développement des provinces, estime Thierry Bongo.

**L'UNPC décrète une journée sans radio ni télévision au Nord-Kivu.** La section provinciale de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) décrète une journée sans radio ni télévision ce lundi 29 décembre 2014 sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu. Elle veut protester contre l'assassinat vendredi le 26 dernier à Goma du journaliste Robert Chamwami Chalubuto de la RTNC. Le journaliste a été abattu par des hommes armés non identifiés vendredi vers 21 heures au quartier Keshero de Goma. D'après des témoins, Robert Shamwami se trouvait dans un débit de boissons où il partageait un verre avec quatre autres personnes. Il aurait été abattu par l'un de deux hommes armés qui ont fait irruption dans le débit de boisson. (Radio Oakpi)

**RDC: le périmètre du nouveau parc de la Lomami est désormais connu.** Le périmètre où sera aménagé le nouveau parc de la Lomami dans le territoire d'Opala (Province orientale) est désormais connu. Cette aire protégée aura une superficie de 800 kilomètres carrés, dont 20% couvrent une partie de la forêt de la province du Maniema. C'est le résultat des concertations entre les populations autochtones, d'une part, et le Gouvernement provincial et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), d'autre part, a expliqué samedi 27 décembre un des participants à ces discussions. Les autochtones ont finalement accepté d'être délocalisés dans un autre site où l'ICCN et ses partenaires TLD et PREPAN s'engagent à leur construire un nouveau village sur fonds de la Banque mondiale. (Radio Okapi)

**Province Orientale: deux policiers brûlés vifs à Dr'dza.** La population en colère a brûlé vif, vendredi dernier, deux policiers dans le village de Dr'dza, dans la chefferie de Walendu Tatsi en territoire de Djugu (Province Orientale). Le chef coutumier qui a livré cette information lundi 29 décembre à Radio Okapi, a expliqué que les villageois protestaient contre la mort d'une jeune fille dont le corps a été retrouvé devant le sous-commissariat de la police. Les autres policiers ont fui le village, par crainte des représailles.

**Pauline Opango, la veuve de Patrice Lumumba, inhumée à Kinshasa.** La veuve de Patrice Emery Lumumba, Pauline Opango, a été inhumée lundi 29 décembre au cimetière Nécropole à Nsele à Kinshasa. Décédée le 23 décembre dernier, à l'âge de 77 ans. Elle est restée dans le veuvage pendant 53 ans depuis la mort de son mari qui était le premier Premier ministre de la République démocratique du Congo.

**Beni: arrestation d'un présumé leader d'une milice en gestation.** La Police nationale congolaise (PNC) a arrêté lundi 29 décembre un présumé leader d'une milice Maï-Maï en gestation à Beni au Nord-Kivu. L'incriminé, Kambale Kihoma, a ensuite été présenté au maire de la ville. Selon l'inspecteur de la Police dans la ville de Beni, le colonel Flamand Baliwa Ngoy, ce présumé officier Maï-Maï a été appréhendé au quartier Mabolio en Commune de Beu.

**RDC: le crash d'un Antonov fait 6 morts à Uvira.** Un avion-cargo s'est écrasé dimanche 28 décembre sur la montagne de Kafinda, à 25 kilomètres de la cité d'Uvira (Sud-Kivu). Cet appareil de marque Antonov 4 ASS a percuté la montagne avant de prendre feu. Des sources militaires avancent un bilan provisoire de 6 morts, tous membres de l'équipage. Les causes de l'accident ne sont pas encore connues ni le nombre de passagers qui étaient à bord de l'appareil.

**Sud-Kivu: désarmement des FDLR, la société civile préconise la pression militaire.** Au lendemain de la reddition volontaire de 67 ex-combattants des FDLR et leurs 184 dépendants à la Monusco dans le territoire

de Mwenga, la société civile du Sud-Kivu se dit toujours préoccupée par la question du désarmement de ces rebelles rwandais. Descartes Mponge, le président de la société civile au Sud Kivu, estime que les FDLR n'ont pas la volonté d'adhérer à ce programme de désarmement volontaire. Pour lui, le seul moyen de neutraliser définitivement ces rebelles rwandais est la pression militaire.

**Goma : le journaliste Chamwami Shabutolo de la RTNC porté en terre.** Le journaliste de la Radio télévision nationale congolaise (RTNC), Chamwami Shabutolo, a été inhumé lundi 29 décembre dans l'après-midi au cimetière Kanyamuhanga de Goma (Nord-Kivu). Il a été tué par balle vendredi dernier. Âgé de 42 ans, il laisse une veuve et trois enfants.

**Mardi 30 décembre.**

**RDC: le désarmement volontaire est la voie du salut des FDLR, selon Julien Paluku.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a invité les rebelles rwandais des FDLR à déposer les armes avant le 2 janvier 2015, date de l'expiration de l'ultimatum que leur ont lancé la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Conférence internationale pour la région des grands lacs (CIRGL). Dans une interview accordée lundi 29 décembre à Radio Okapi, il a indiqué que c'est la voie du salut de ces rebelles rwandais. Passé le 2 janvier, les FDLR seront traqués.

**Bunia: 60 ex-M23 rapatriés d'Ouganda.** Soixante ex-rebelles du M23 en provenance de l'Ouganda sont arrivés à Bunia (Province Orientale) dimanche 28 décembre. Selon le général Jean Pierre Bongwangela, commandant de la 32<sup>e</sup> région militaire des FARDC, ces ex-combattants attendent d'être acheminés à la base militaire de Kamina au Katanga. C'est le deuxième groupe d'ex-éléments du M23 rapatriés d'Ouganda après celui qui est rentré il y a une dizaine de jours.

**Goma: MSF quitte le site de déplacés de Bulengo.** Après deux ans de présence médicale, Médecins sans frontières (MSF) décide de quitter le site de déplacés de Bulengo, situé dans la périphérie de Goma au Nord-Kivu. Dans un communiqué publié lundi 29 décembre à Kinshasa, l'ONG estime que ce site n'est plus en phase d'urgence aiguë. Les conditions sanitaires s'y seraient améliorées.

**RDC: l'ancien député PPRD Vano Kiboko aux arrêts.** L'ancien député national du PPRD et président de l'association socio-culturelle Lwanzo Iwa Mikuba, Vano Kalembe Kiboko, a été arrêté par le Parquet général de la République lundi 29 décembre à Kinshasa, après avoir été empêché la veille par la Direction générale des migrations (DGM) de voyager pour Paris avec sa femme et ses deux enfants. Selon son avocat, il est inculpé d'incitation à la haine tribale et de trouble à l'ordre public au Katanga. « Il est en train d'être auditionné au Casier judiciaire », a précisé la même source mardi à Kinshasa. D'après un communiqué publié par l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), le Parquet général de la République poursuit cet ancien député pour avoir fait une déclaration à travers certains médias de Lubumbashi dans laquelle il s'opposait à la révision constitutionnelle. Il lui est aussi reproché, selon la même association, d'avoir déclaré être favorable à la candidature du gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, à l'élection présidentielle de 2016. L'Acaj dénonce cette arrestation qu'elle qualifie d'arbitraire. Elle exige la libération sans condition de Vano Kalembe et l'ouverture d'une enquête indépendante à ce sujet. (Radio Okapi)

**Ituri: l'annonce d'une attaque des ADF crée la psychose à Komanda.** Des tracts annonçant une attaque des rebelles ougandais des ADF à Komanda crée la psychose dans ce centre de négoce situé au sud-ouest de Bunia en Ituri. Ces tracts ont été distribués dans la nuit du lundi 29 décembre.

**Un officier de la police lapidé dans un quartier de Goma.** Le major Idumba, officier de la police nationale congolaise, a été lapidé lundi 29 décembre vers 21 heures au quartier Katoy à Goma. Des sources locales rapportent que ce responsable de la police des frontières à Goma, accompagné de deux complices, a tenté de cambrioler une boutique. Mais les responsables de la police ont une autre version. Selon eux, l'officier a été pris à tort pour un cambrioleur.

**Equateur : la société civile exige l'élection du gouverneur dans le délai.** La plate-forme de la société civile « Groupement dynamique d'intégration Chrétienne » de l'Equateur demande à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) d'organiser l'élection du nouveau gouverneur dans le délai. Dans sa déclaration publiée lundi 29 décembre, cette organisation déplore le retard de développement accumulé par cette province à cause des crises entre l'assemblée provinciale et le gouvernorat.

**Kisangani : les militaires appelés à «éviter la distraction » pendant les fêtes.** Les militaires doivent « éviter la distraction » pendant les fêtes de fin d'année. Ils doivent veiller à la sécurité de la population de Kisangani en Province Orientale. Le commandant de la 3<sup>e</sup> zone de défense, le général Léon Mushale, l'a affirmé lundi 29 décembre au cours de la parade mixte militaire-Police nationale congolaise (PNC) de ce mois organisée au camp Ketele.

**Sud-Kivu : les affrontements entre FARDC et Raïa Mutomboki font 6 morts à Kigulube.** Six personnes, dont trois militaires et trois miliciens, ont été tuées après des combats qui ont opposé lundi 29 décembre les Forces armées de la RDC aux miliciens Raïa Mutomboki au Nord de Kigulube, en territoire de Shabunda (Sud-Kivu). Des sources militaires qui ont livré ce bilan ont aussi indiqué que trois militaires des forces loyalistes ont été blessés.

**La RDC enregistre un taux de croissance de 8,9% en 2014.** La Banque centrale du Congo (BCC) a annoncé mardi 30 décembre que l'économie de la RDC a enregistré un taux de croissance de 8,9 % en 2014. Un taux de croissance supérieur à la moyenne africaine estimée à environ 6%. La banque centrale projette un taux de croissance de 10% pour 2015. En 2013, le pays avait enregistré un taux de croissance de 8,5%. La BCC révèle que la vitalité de la croissance en RDC résulte essentiellement des performances du secteur primaire. La contribution de ce secteur dans la croissance congolaise a été de 46,2%, avec une part de 37% pour la branche « extraction » qui comprend notamment les activités minières. La banque centrale plaide ainsi pour une diversification de l'économie congolaise. « La dynamique de la croissance continue de dépendre essentiellement des perspectives de l'activité dans le secteur minier. A cet effet, il est impérieux qu'une politique de diversification économique soit menée afin de parvenir, à terme, à une croissance multipolaire à même de renforcer la résilience de l'économie nationale aux chocs externes, en réduisant particulièrement son exposition à la variation des cours des matières premières sur les marchés internationaux », a fait savoir Deogratias Mutombo, gouverneur de la BCC. Concernant la santé de sa propre institution, le gouverneur Mutombo a affirmé que la BCC s'est appliquée à préserver la stabilité de la monnaie nationale et celle du secteur financier. Il s'est notamment réjoui qu'en 2014, les prix à la consommation n'aient enregistré qu'une hausse de 1,04% contre une moyenne de 6,7% pour l'Afrique Subsaharienne. Deogratias Mutombo a tout de même reconnu que cette année a été marquée par l'effritement des recettes de la BCC. (Raadio okapi)

**RDC : vers le grand redécoupage ?** Le passage de 11 à 26 provinces, avec une autonomie administrative renforcée, doit être discuté devant le Parlement en début d'année. Une réforme imposée par la Constitution de 2006, mais jamais appliquée. Véritable serpent de mer de la politique congolaise, la régionalisation de la République démocratique du Congo (RDC) se retrouve au programme de la session extraordinaire du parlement, qui vient de s'ouvrir pour un mois à Kinshasa. Prévue par la Constitution de 2006, la décentralisation n'est toujours pas appliquée... huit ans après. Le redécoupage territorial, avec un passage de 11 à 26 provinces, revient donc sur la table des deux chambres et devrait permettre de doter ces territoires d'une certaine autonomie. L'Assemblée nationale et le Sénat auront donc à « fixer les nouvelles limites des provinces, déterminer les modalités d'installation ainsi que leur organisation ». **Répartition des richesses.** Dans l'idéal, ce projet de régionalisation ne possède que des vertus. Dans un pays-continent grand comme l'Europe occidentale, avec des provinces de la taille de la France ou de l'Italie, le législateur avait pour objectif de rapprocher les citoyens des administrations et d'accorder à ces régions une autonomie dans la gestion de ses ressources. Dans la pratique, cette décentralisation prévoit également une juste répartition des richesses. L'article 175 indique que « la part des recettes à caractère national allouée aux provinces est établie à 40% (...) et est retenue à la source » afin d'éviter de trop grandes disparités entre les provinces riches (Katanga, Kinshasa ou Bas-Congo) et les provinces pauvres comme le Maniema ou le Bandundu. **Provinces « utiles » et « inutiles ».** En 2014, alors que la décentralisation n'est pas encore appliquée, le gouvernement central reverse au compte-goutte, des sommes bien inférieures aux 40% prévus par la Constitution. Par ailleurs, un fond de péréquation, censé compenser les disparités entre provinces riches et provinces pauvres, aurait déjà dû voir le jour, ce qui n'est pas le cas. Mais le principal obstacle à la réussite d'une telle réforme, tient dans la crainte de certaines provinces de se voir « amputer » de territoires riches en ressources naturelles. C'est le cas de la province minière du Katanga, véritable « coffre-fort » de la RDC, avec ses 10% des réserves mondiales en cuivre. Cette province risque d'être redécoupée en deux provinces agricoles et deux provinces minières. Il y aura désormais un Katanga « utile » minier et riche et un Katanga « inutile » agricole et plus pauvre. Un autre « charcutage » risque de poser problème dans l'actuel Bandundu, une province modeste adossée à Kinshasa. En redécoupant cette province en trois, certaines nouvelles entités sont jugées « non viables ». (Afrikarabia)

**Mercredi 31 décembre.**

**RDC : les Etats-Unis soutiennent l'option militaire contre les FDLR après le 2 janvier.** Les Etats-Unis d'Amérique soutiennent le lancement des opérations militaires contre les rebelles rwandais des FDLR après le 2 janvier 2015, date butoir de l'ultimatum qui leur a été lancé par la CIRGL et la SADC pour désarmer. L'envoyé spécial de ce pays pour la région des Grands Lacs, Russ Feingold, l'a affirmé mardi 30 décembre au cours d'un point de presse téléphonique tenu à partir de New York.

**Equateur: élection du gouverneur, les députés provinciaux invités à faire un choix judicieux.** A l'occasion de la clôture de la session de septembre à l'assemblée provinciale de l'Equateur, le président de

cette institution, Jean-Gontran Ibambe, est largement revenu sur la situation politique de cette province. Il a notamment plaidé pour l'organisation de l'élection du nouveau gouverneur de l'Equateur dans le délai de 30 jours prévu par la loi électorale. A ce sujet, il a invité les députés provinciaux à faire un choix judicieux pour doter la province d'un gouverneur qui succèdera à Louis Koyagialo, décédé le 14 décembre dernier en Afrique du Sud.

**RDC: le fonctionnement des institutions absorbe 60 % des dépenses budgétaires, selon une ONG.** Le Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (Pregesco) estime que plus de 60% de dépenses budgétaires de l'Etat congolais sont orientées vers le fonctionnement des institutions. Ce chiffre a été révélé lundi 29 décembre à Kinshasa. Pour le Pregesco, cette situation ne permettra pas à la RDC d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en 2015.

Georges Tshionza Mata, coordinateur régional du Pregesco, regrette que la plus grande partie du budget soit orientée vers le fonctionnement des institutions plutôt que vers les investissements. M. Tshionza invite le Parlement à faire le suivi dans l'exécution des dépenses publiques pour qu'elles servent à répondre aux attentes et besoins de la population. En outre, il se dit inquiet au sujet des ressources mobilisées à l'intérieur du pays qui, selon lui, n'atteindraient pas 20 milliards de dollars. Pour lui, les ressources mobilisées au pays sont inférieures aux capacités réelles ou aux potentialités dont dispose la RDC. Le dernier projet budget déposé par le gouvernement au Parlement s'élevait à environ 9 milliards de dollars américains. (Radio Okapi)

**RDC: plusieurs villes se préparent pour le jour de l'an.** Dans plusieurs villes de la RDC, les habitants se préparent de diverses manières à la fête du nouvel an, ont contrasté ce mercredi 31 décembre des reporters de Radio Okapi. Marchés, boutiques et magasins sont bondés. C'est notamment le cas à Lubumbashi et Matadi. Entre-temps à Beni, la police annonce avoir renforcé les mesures de sécurité pour assurer la quiétude de la population pendant cette période.

**RDC : Moustapha Soumaré appelle les FDLR à désarmer avant le 2 janvier.** Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu et coordonnateur des activités humanitaires en RDC, Mustapha Soumaré, a appelé les rebelles rwandais des FDLR à désarmer « pour leur réintégration en dignité ». Le désarmement volontaire prend fin dans deux jours pour laisser place aux opérations militaires pour contraindre ceux qui ne se rendront pas avant la fin de l'expiration de l'ultimatum. Dans une interview exclusive accordée mercredi 31 décembre à Radio Okapi, Moustapha Soumaré parle des dispositions mises en place pour sécuriser les civiles pendant éventuellement les opérations militaires contre les FDLR. Il parle aussi de son départ de la Monusco et de ses vœux pour le personnel des Nations unies en particulier, et le peuple congolais en général.

**Beni : l'armée et la police renforcent leur présence à la veille du nouvel an.** Un dispositif de la Police nationale congolaise (PNC) et des Forces armées de la RDC (FARDC) se déploie depuis mercredi 31 décembre dans la matinée dans une vingtaine des points chauds de la ville de Beni, en territoire qui porte le même nom au Nord-Kivu. Selon l'inspecteur urbain de la Police, le colonel Flamand Baliwa Ngoy, ce déploiement a pour objectif d'empêcher tout acte de terrorisme qui troublerait la sécurité de la ville et la population pendant et après la célébration de la fête de nouvel an.

**Katanga : plus de 2000 cas de violences sexuelles enregistrés en 10 mois.** Deux mille neuf cent douze cas de violations sexuelles ont été enregistrés dans la province du Katanga entre janvier et octobre 2014. C'est ce qu'indique le rapport de la coordination provinciale de lutte contre les violences sexuelles lu mardi 30 décembre au cours de la matinée d'information, de sensibilisation et de plaidoyer sur la prévention des violences sexuelles basées sur le genre.